



India: August 5, 2019 - February 5, 2021

Jordan June 24 - July 14 2021

Nigeria June 4, 2021 - January 13, 2022

Myanmar February 14 - April 28 2021

LE RETOUR DE L'AUTORITARISME NUMÉRIQUE

Les coupures d'internet en 2021

#KeepItOn 

#KeepItOn

La campagne de sensibilisation #KeepItOn regroupe des organisations nationales et internationales qui ont décidé d'unir leurs efforts pour mettre fin aux coupures d'accès à internet. La campagne a été lancée en 2016 par une coalition d'environ 70 organisations lors de la conférence RightsCon à Silicon Valley. Depuis lors, la coalition s'est élargie rapidement et compte aujourd'hui de 282 organisations issues de 105 pays, dont des associations de la société civile, de défense des droits humains et des groupes de plaidoyer, ainsi que des centres de recherche, des réseaux de détection, des fondations et des organisations de média.

Ce rapport est une publication d'Access Now pour le compte de la coalition #KeepItOn, et a été rédigé par Marianne Díaz Hernández et Felicia Anthonio en collaboration avec l'équipe d'Access Now.

Les auteurs souhaiteraient tout particulièrement remercier Sage Cheng, Donna Wentworth, Ángela Alarcón, Bridget Andere, Golda Benjamin, Raman Jit Singh Chima, Marwa Fatafta, Natalia Krapiva, Namrata Maheshwari, Peter Micek, Kassem Mnejja, Wai Phyo Myint, Melody Patry, Dhevy Sivaprakasam, Alexia Skok, Carolyn Tackett et Anastasiya Zhyrmont pour leurs contributions. Ils aimeraient également remercier Data4Change, Software Freedom Law Centre India (SFLC.in), Yodet, Miaan Group, Internet Outage Detection & Analysis (IODA), Athan, Kentik, Beam Reports, Open Observatory of Network Interference (OONI) et d'autres membres de la coalition #KeepItOn qui ont fourni des informations et des analyses précieuses sur les cas étudiés, vérifié les données et les sources, et apporté leurs contributions au rapport.

La conception graphique et la présentation des données ont été réalisées par Sage Cheng.

À propos de nos données

Ce rapport de #KeepItOn examine les incidents concernant des coupures d'internet à partir des informations recueillies par Access Now et la coalition #KeepItOn en 2021. Alors que nous essayons de rassembler une base de données complète, nos données dépendent de mesures quantitatives autant que de renseignements contextuels tels que les informations fournies par les médias et les témoignages. Les contraintes de notre méthodologie font en sorte qu'il peut y avoir des cas de coupures d'accès à internet qui n'aient pas été signalées et les chiffres fournis sont susceptibles de changer si de nouvelles informations deviennent disponibles après la publication du rapport. Pour plus d'information, rendez-vous sur cette page concernant notre méthodologie (en anglais) <https://accessnow.org/keepiton-data-methodology>.

Avril 2022.



Table des matières

I. Les coupures d'internet en 2021 : un aperçu global 2

1.1 Aperçu régionaux et nationaux des coupures d'internet 6

Afrique 6

Asie-Pacifique 7

Europe de l'Est et Asie centrale 8

Amérique latine et Caraïbes 11

Moyen-Orient et Afrique du Nord 12

II. Ce qui a déclenché les coupures d'internet en 2021 13

2.1 Les coupures d'internet lors des manifestations, des troubles politiques ou des coups d'état 15

Le coup d'état au Myanmar 15

Le coup d'état au Soudan 15

La répression meurtrière des manifestations en Iran 16

Autres pays à surveiller 16

2.2 Coupures d'internet lors d'élections 17

Comment la coalition #KeepItOn réagit 19

2.3 Coupures d'internet dans les zones de conflit en cours 20

Éthiopie : coupures d'internet à Tigré 20

Attaque israélienne sur la bande de Gaza 22

Le coup d'état numérique en cours par l'armée du Myanmar 23

2.4 Coupures d'internet pendant les examens 24

III. Tendances et développement notables en 2021 25

3.1 Des coupures d'internet prolongées 25

3.2 Augmentation de l'usage des coupures mobile pendant les manifestations 25

3.3 Les blocages ciblés des plateformes de communication 26

3.4 Les progrès technologiques : combinaison du ralentissement, blocage et des coupures de réseau 28

3.5 Les coupures ciblant des lieux et des populations spécifiques 28

IV. La lutte continue en 2021 : défis et opportunités 29

4.1 Des progrès au niveau international 29

4.2 Les progrès dans la contestation des coupures d'internet devant les tribunaux 30

4.3 Progrès dans la préparation de la société civile pour contourner et résister aux coupures d'internet 31

4.4 Les progrès du monitoring et de l'analyse collaboratives des coupures d'internet 32

V. Conclusion : notre mouvement doit encore s'étendre 32

I. Les coupures d'internet en 2021 : Un aperçu global

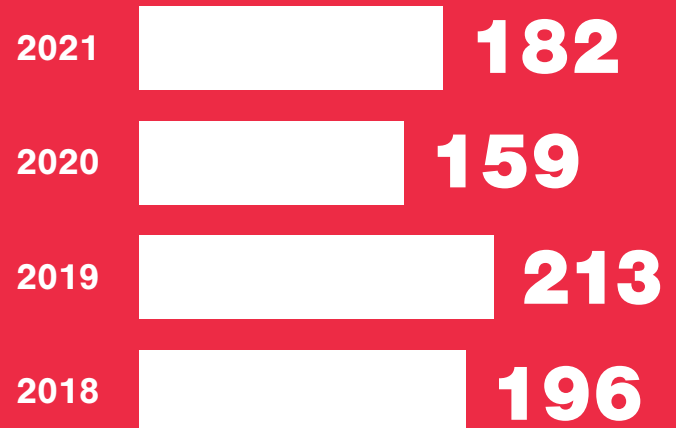
Avec un retour progressif à la normale après l'écllosion de la pandémie mondiale de COVID-19, nous avons vu une recrudescence des coupures d'internet en 2021.1 Au cours de cette année, Access Now et la coalition #KeepItOn ont documenté, au moins **182** incidents des coupures d'internet dans **34** pays à travers le monde par rapport à **159** incidents dans **29** pays en 2020. Nous avons constaté une augmentation globale de **23** coupures d'internet entre 2020 et 2021.

Suivant les tendances de ce que nous constatons depuis plusieurs années, les gouvernements ont imposé, en 2021, des coupures d'internet ciblées de façon prolongée et de plus en plus ciblées, et ont utilisé les mêmes arguments pour justifier la mise en place de ces mesures drastiques et disproportionnées par nature. Les autorités de nombreux pays ont imposé des coupures dans l'intention évidente de faire taire les critiques et supprimer toute dissidence. D'autres ont usé des coupures afin de contrôler les flux d'informations lors d'élections, de guerres ou de conflits actifs, y compris lors de coups d'État. Dans certains cas, les pays ont continué à perturber, de façon nuisible, l'accès à internet lors d'exams scolaires, une méthode brutale pour décourager la triche.

L'Inde a été responsable de **106** cas des coupures d'internet documentées en 2021, ce qui en fait le premier responsable au niveau mondial pour la quatrième année consécutive. Après l'Inde, Myanmar est le pays à avoir imposé le plus grand nombre de coupures en 2021, avec **15** perturbations de service, suivi du Soudan et de l'Iran, responsables chacun de **cinq** coupures d'accès. Au cours des cinq dernières années, nos informations révèlent que les autorités ont mené de plus en plus des actions pour perturber l'accès à internet lors d'événements qui affectent la situation politique du pays en question, tels que les élections, les manifestations, les coups d'État et les conflits violents. En particulier **sept**

1 Une coupure d'internet est définie comme « une perturbation intentionnelle du réseau d'internet ou des communications électroniques, qui bloque leur accès ou les rend inutilisables en pratique pour une population spécifiques ou dans un lieu particulier, et ce souvent afin d'exercer un contrôle sur les flux d'informations diffusées ». Une coupure d'internet se produit lorsqu'une entité - en général un gouvernement - perturbe, de façon intentionnelle, le réseau internet ou les applications mobiles afin de contrôler ce que les gens disent ou font. Access Now (n.d.) Consulté le 30 mars 2021 sur <https://www.accessnow.org/keepiton-faq/>

Coupures d'internet documentées par année



Nombre de pays qui ont coupé internet

34 Pays en 2021

29 Pays en 2020

33 Pays en 2019

25 Pays en 2018

* Ces chiffres reflètent les recherches les plus récentes dans ce rapport. En rétrospective, un certain nombre de statistiques des années précédentes ont été mise à jour avec les informations trouvées récemment.

Impact des coupures pendant la pandémie de Covid-19

2026 jours

De 2016 à 2021, 4,5 millions résidents des régions tribales administrées fédéralement (FATA) ont dû subir une coupure d'internet de près de quatre ans. Ceci a quasiment détruit l'enseignement, la santé, et les opportunités d'affaires pour les tribus locales déjà isolées, surtout durant la pandémie de Covid-19.

15 fois

Au Myanmar la junte a coupé internet au moins 15 fois en 2021. La plus longue coupure à l'échelle nationale a duré près de 2,5 mois.

18 mois

En Ethiopie, les peuples de la région du Tigré ont été coupé d'internet depuis novembre 2020, cela fait 18 mois et ça continue.

85 fois

Les citoyens du Jammu-et-Cachemire ont vécu au moins 85 coupures d'internet en 2021. La plupart de ces coupures faisaient partie des mesures de « contreterrorisme » par le gouvernement régional. Il en résulte que les gens dans la Vallée du Cachemire ont passé encore une année avec un internet brisé.

pays apparaissent dans nos rapport qui n'avaient jamais imposé de coupures d'internet auparavant et qui ont rejoint cette même liste en 2021 : le Burkina Faso, le Niger, la Palestine, le Sénégal, le Soudan du Sud, en Eswatini (anciennement Swaziland) et la Zambie. À l'inverse, évoluant de façon positive, des pays tels que le Bénin, l'Irak et la Gambie, qui avaient auparavant coupé internet lors d'événements nationaux majeurs, ont maintenu l'accès à internet lors des élections en 2021.

Une analyse détaillée des données de 2021 montre que ce qui aurait pu être l'occasion d'une baisse mondiale des coupures d'internet après la pandémie s'est révélé être, au contraire, un retour aux pratiques qui violent les droits humains, exactement comme la période avant la pandémie. Et ces pratiques se propagent. Ceci est particulièrement troublant étant donné notre dépendance continue vis-à-vis d'internet pour protéger notre sécurité et notre santé, garder le contact avec nos proches, et participer pleinement au monde numérique actuel.² Il s'agit d'un nouvel indicateur alarmant d'une **montée de l'autoritarisme numérique** dans le monde.³

En 2021, les coupures d'internet ont été pratiquées dans les zones de conflit, utilisées parfois comme armes dans ces conflits, y compris avant, pendant et après deux coups d'État (Myanmar et Soudan). Les coupures en Europe de l'Est et en Asie centrale, notamment en Russie, révèlent des tensions géopolitiques croissantes que nous voyons exploser actuellement. La pratique répétée des longues coupures d'internet (en Éthiopie, au Myanmar, en Inde, au Pakistan et ailleurs) est un indicateur significatif de la volonté des autorités gouvernementales de déconnecter leurs propres peuples et d'aggraver leurs souffrances.

Lorsque nous nous penchons sur la résurgence des coupures d'internet en 2021, c'est leur impact humain qui est le plus frappant. Les perturbations de services peuvent être utilisées pour cacher, lors de crises, les abus des droits humains⁴ comme les crimes de guerre

² Pew Research Center: Internet, Science & Tech (2021). *The internet and the pandemic*. Consulté le 14 janvier 2022 sur <https://www.pewresearch.org/internet/2021/09/01/the-internet-and-the-pandemic/>.

³ Deutsche Welle (2022). *Digital authoritarianism: A global phenomenon*. Consulté le 6 avril 2022 sur <https://www.dw.com/en/digital-authoritarianism-a-global-phenomenon/a-61136660>.

⁴ ARTICLE 19 (2021). *Iran: Internet shutdowns curb protests and conceal human rights violations in Sistan and Baluchistan*. Consulté le 25 mars 2022 sur <https://www.article19.org/resources/iran-internet-shutdowns-curb-protests-and-conceal-human-rights-violations-in-sistan-and-baluchistan/>.

et les actes de génocide.⁵ Elles entravent la distribution d'aide humanitaire,⁶ gênent le travail des journalistes et de documentation des abus.⁷ Elles imposent aussi aux personnes qui ont des proches dans ces zones de conflit de vivre dans la peur du fait qu'elles ne puissent rejoindre leur famille et leurs amis, et les mettre en sécurité. Au Myanmar par exemple, les coupures ont limité les capacités de rendre compte des attaques aériennes sur les civils, des incendies de maisons, et des assassinats et des arrestations extrajudiciaires, y compris concernant les enfants.⁸

Quels que soient le contexte ou les raisons données, les coupures d'internet violent les droits humains. La pandémie mondiale de COVID-19 n'a fait que mettre

en exergue les risques causés par une déconnexion des personnes lorsque le réseau est utilisé pour tout, qu'il s'agisse de l'éducation, du travail, des services bancaires ou de l'accès à l'information, à la culture et au divertissement tout comme pour les communications élémentaires de la vie quotidienne.⁹

Nous avons l'espoir que ce rapport serve d'avertissement : **ignorez les coupures d'internet à vos risques et périls**. Elles ne sont jamais un signe de respect des droits humains, de démocratie saine ou de gouvernance efficace.

Nombre de coupures d'internet par pays en 2021 ▼

Inde : 106

Myanmar : 15

Iran : 5

Soudan : 5

Cuba : 4

Jordanie : 4

Ethiopie : 3

Ouganda : 3

**Bangladesh : 2 Tchad : 2 Eswatini : 2 Indonésie : 2 Irak : 2 Kazakhstan : 2 Nigéria : 2
Pakistan : 2 Syrie : 2 Turkménistan : 2 Yémen : 2**

**Afghanistan : 1 Algérie : 1 Burkina Faso : 1 Chine : 1 La République du Congo : 1 Gabon : 1
Niger : 1 Oman : 1 Ouzbékistan : 1 Palestine : 1 Russie : 1 Sénégal : 1 Sud Soudan : 1
Tadjikistan : 1 Zambie : 1**

⁵ Freedom House (2021). *Freedom on the Net 2021 - Myanmar*. Consulté le 17 avril 2022 sur <https://freedomhouse.org/country/myanmar/freedom-net/2021>.

⁶ Reinventing Peace (2021). *Switch Tigray's Internet Back On*. Consulté le 25 mars 2022 sur <https://sites.tufts.edu/reinventingpeace/2021/04/21/switch-tigrays-internet-back-on/>.

⁷ WITNESS (2021). *#Eyesonshutdowns: Documenting for human rights*. Consulté le 25 mars 2022 sur <https://www.witness.org/eyesonshutdowns-documenting-for-human-rights/>.

⁸ Myanmar Now (2022). *Myanmar junta cuts off internet access 'indefinitely' to resistance stronghold of Sagaing*. Consulté le 25 mars 2022 sur <https://www.myanmar-now.org/en/news/myanmar-junta-cuts-off-internet-access-indefinitely-to-resistance-stronghold-of-sagaing>; The Irrawaddy (2022). *Sagaing Region Internet Shut Down Amid Myanmar Junta Raids*. Consulté le 25 mars 2022 sur <https://www.irrawaddy.com/news/burma/sagaing-region-internet-shut-down-amid-myanmar-junta-raids.html>.

⁹ Access Now (2021). *Cutting internet access when people need it the most: stories from Uganda*. Consulté le 25 mars 2022 sur <https://www.accessnow.org/internet-shutdown-stories-from-uganda/>.

Coupures d'internet par région en 2021 ▼

Cuba: 4 **Amérique latine et Caraïbes**

- Afrique : **19** coupures dans **12** pays (2021) vs **19** coupures dans **neuf** pays (2020)
- Asie-Pacifique : **129** coupures dans **sept** pays (2021) vs **114** coupures dans **cinq** pays (2020)
- Europe de l'Est et Asie centrale : **sept** coupures dans **cinq** pays (2021) vs **quatre** coupures dans **trois** pays (2020)
- Amérique latine et Caraïbes (LatAm et les Caraïbes) : **quatre** coupures dans **un** pays (2021) vs **quatre** coupures dans **trois** pays (2020)
- Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) : **23** coupures dans **neuf** pays (2021) vs **18** coupures dans **neuf** pays (2020)

1.1 Aperçu régionaux et nationaux des coupures d'internet

Afrique

En 2021, **12** pays africains ont coupé l'accès à internet **19** fois, soit **trois** pays de plus que l'année précédente. Quelles sont les causes de cette expansion des perturbations du réseau en Afrique ? La République du Congo, le Tchad, le Niger, l'Ouganda et la Zambie ont tenu des élections en 2021, et il y a eu des manifestations et des soulèvements civils significatifs en Eswatini, en Éthiopie, au Gabon, au Sénégal et au Soudan du Sud.¹⁰ Les élections et les manifestations sont des déclencheurs communs des coupures d'internet en Afrique et dans le monde étant donné que les autorités les utilisent pour renforcer ou maintenir le contrôle des populations au détriment des droits fondamentaux des citoyens et des libertés démocratiques. Les régimes despotiques et autoritaires apprennent également les uns des autres, en répliquant des tactiques de répression des droits pour gagner davantage de contrôle.

Un cas de coupure d'internet en Afrique qui se différencie de ce schéma de manipulation en vue d'un contrôle politique est celui d'une coupure au Nigéria destinée à limiter ce qui est aussi connu localement sous le nom de banditisme, en référence à des gangs criminels qui mènent des enlèvements, des vols de bétails et d'autres délits. D'après des informations diffusées par les médias, les responsables politiques ont coupé temporairement les services de télécommunications des portables dans certaines parties des états du Zamfara et du Kaduna car les gangs les utilisaient pour se prévenir mutuellement de l'emplacement des troupes gouvernementales.¹¹

Asie-Pacifique

En 2021, nous avons enregistré un total de **129** coupures d'internet dans **sept** pays de la région Asie et Pacifique, comparé à **114** coupures dans **cinq** pays en 2020.

L'Inde est responsable d'au moins **106** de ces incidents, ce qui en fait le pays ayant imposé le

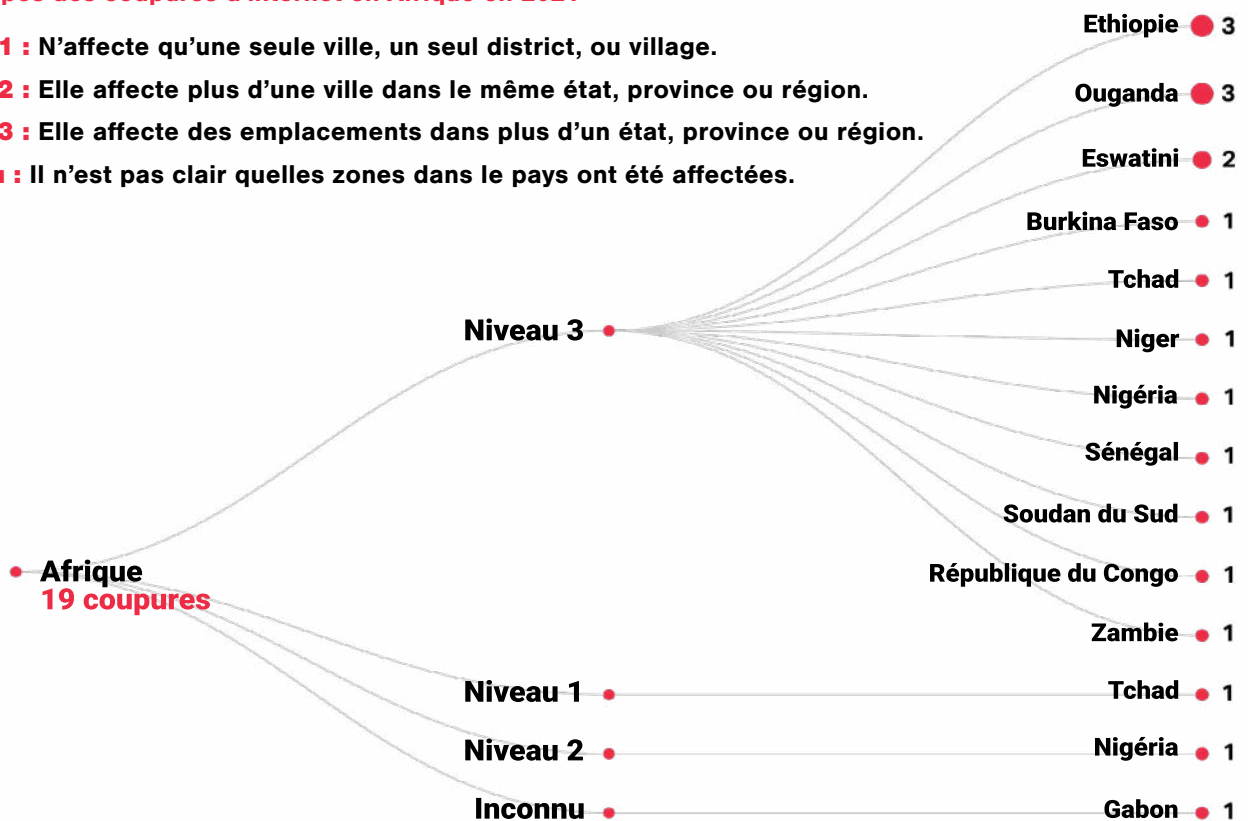
Géo-scopes des coupures d'internet en Afrique en 2021 ▾

Niveau 1 : N'affecte qu'une seule ville, un seul district, ou village.

Niveau 2 : Elle affecte plus d'une ville dans le même état, province ou région.

Niveau 3 : Elle affecte des emplacements dans plus d'un état, province ou région.

Inconnu : Il n'est pas clair quelles zones dans le pays ont été affectées.



¹⁰ Access Now (2021). #KeepItOn: 2021 Elections Watch. Consulté le 12 janvier 2022 sur <https://www.accessnow.org/keepiton-2021-elections-watch/>.

¹¹ Fin24 (2021). Nigeria cuts cellphone network in tense northern state. Consulté le 28 février 2022 sur <https://www.news24.com/fin24/international/nigeria-cuts-cellphone-network-in-tense-northern-state-20210905>.

plus grand nombre de coupures au niveau mondial pour la quatrième année consécutive. Parmi ceux-ci, **85** se sont produits dans le Jammu-et-Cachemire, une région dans laquelle les autorités continuent à imposer des perturbations de service de façon intentionnelle pendant de longues périodes, perturbant et mettant en danger la vie des personnes pendant plusieurs mois consécutifs.

Malheureusement, il est possible que nous ne soyons pas au fait de toutes les perturbations qui ont eu lieu en raison d'un manque de transparence au niveau du gouvernement. Le gouvernement indien a été réticent à créer et à mettre à jour un registre centralisé des données relatives aux coupures dont les autorités ont donné l'ordre à travers le pays.¹² Ceci constitue une entorse à l'application des exigences des Règles de suspension de 2017 et de la Cour suprême les ayant appuyées.¹³ L'absence d'un registre centralisé

empêche toujours la société civile et d'autres acteurs de suivre et de documenter de façon efficace les coupures et certaines d'entre elles sont susceptibles de ne pas être reconnues comme telles.

Les coupures que les autorités indiennes ont imposées en 2021 ont attiré l'attention et provoqué des condamnations internationales. Le gouvernement a coupé l'accès à internet dans l'intention incontestée de réprimer les manifestations des agriculteurs indiens, un mouvement s'opposant à l'adoption, par le Parlement indien, de trois lois sur l'agriculture l'année précédente.¹⁴ Les autorités ont cherché de façon évidente à empêcher les manifestants de communiquer les uns avec les autres ainsi qu'à prévenir toute couverture médiatique. En dépit de ces perturbations, le gouvernement n'a pas pu dissimuler la répression violente qu'il a menée contre les manifestations dissidentes et légales ;¹⁵

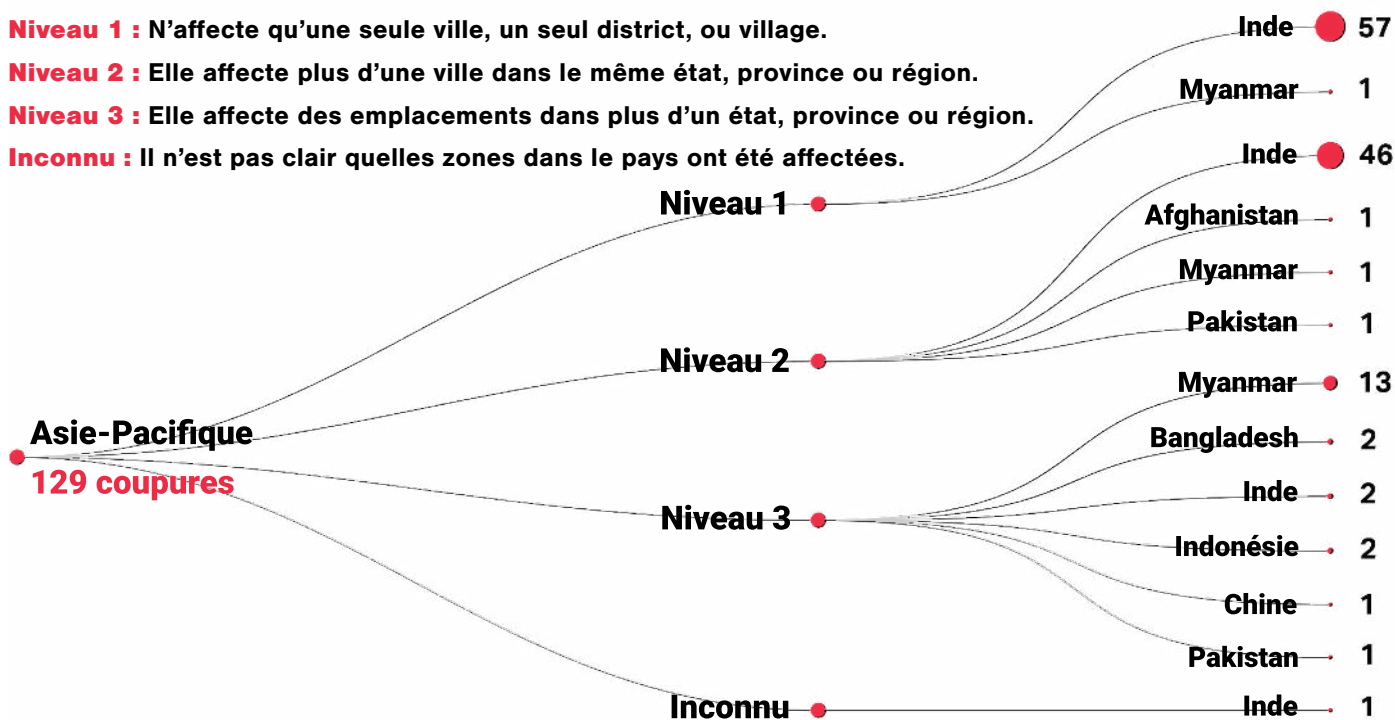
Géo-scopes des coupures d'internet en Asie-Pacifique en 2021 ▾

Niveau 1 : N'affecte qu'une seule ville, un seul district, ou village.

Niveau 2 : Elle affecte plus d'une ville dans le même état, province ou région.

Niveau 3 : Elle affecte des emplacements dans plus d'un état, province ou région.

Inconnu : Il n'est pas clair quelles zones dans le pays ont été affectées.



¹² Gouvernement indien (2022). *Internet shutdowns*. Consulté le 18 mars 2022 sur <http://164.100.24.220/loksabhaquestions/annex/178/AU1305.pdf>.

¹³ Gouvernement indien (2017), ministère des Communications, Département des télécommunications. Consulté le 27 février sur <https://dot.gov.in/circulars/temporary-suspension-telecom-services-public-emergency-or-public-safety-rules-2017>.

¹⁴ The New York Times (2021). *What Prompted the Farm Protests in India?* Consulté le 13 mars 2022 sur <https://www.nytimes.com/2021/01/27/world/asia/india-farmer-protest.html>.

¹⁵ Internet Freedom Foundation (2021). *Joint statement against internet shutdowns to suppress farmers' protests #KeepItOn*. Consulté le 18 mars 2022 sur <https://internetfreedom.in/joint-statement-internet-shutdown-farmers-protests/>.

les gouvernements internationaux¹⁶ et des célébrités comme Greta Thunberg et Rihanna se sont élevées contre la violence et les perturbations délibérées.¹⁷

L'utilisation persistante des coupures d'internet en Inde, en dépit de l'indignation internationale et des réglementations requérant davantage de transparence, signifie qu'il n'y a pas eu beaucoup d'amélioration sur le terrain. Le gouvernement continue à imposer des coupures au cours des manifestations comme des coupures de longue durée qui empêchent les personnes d'accéder à internet au moment où elles en ont le plus besoin.¹⁸

En décembre 2021, la Commission permanente des communications et des technologies de l'information du Parlement indien a publié un rapport¹⁹ qui souligne la mauvaise utilisation des coupures d'internet et leurs impacts sur les droits et les libertés. Il recommande aussi au gouvernement de réformer le cadre s'appliquant aux interruptions des services de télécommunication et d'internet. Si le rapport formule plusieurs recommandations positives destinées à accroître la transparence et la responsabilisation tout comme à renforcer les garde-fous, il ne condamne pas entièrement l'utilisation des coupures d'internet et manque de rappeler l'un des faits les plus importants à ce sujet : une coupure d'internet n'est jamais justifiée.

C'est en 2021 que l'armée du Myanmar a mené un

coup d'état.²⁰ Comme l'Inde, le pays a alors rejoint la liste de la honte, devenant le deuxième pays au monde à imposer le plus grand nombre de perturbations, avec 15 coupures d'internet au minimum. Ce nombre est certainement plus bas que le nombre véritable de coupures, étant donné le contrôle exercé par l'armée et le conflit en cours. En Afghanistan, une zone de conflit active en 2021, les Taliban ont coupé l'accès à internet en même temps que les communications téléphoniques et d'autres formes de communication dans la province du Panshir, afin de réprimer toute résistance dans la zone.²¹

Europe de l'Est et Asie centrale

Les coupures d'internet peuvent constituer un signe alarmant d'autoritarisme et indiquer qu'une démocratie est menacée.²² Ce à quoi nous avons assisté en Europe de l'Est et en Asie centrale semble être a posteriori le reflet de tentatives de plus en plus agressives des autorités d'état pour renforcer leur contrôle sur les populations au travers d'une large censure et des perturbations du réseau constituant la préparation d'une agression imminente.²³

Le 28 février 2021, les autorités du Kazakhstan ont imposé plusieurs coupures d'accès à internet dans les villes d'Almaty et de Astana afin de réprimer des manifestations anti-gouvernementales demandant la

¹⁶ The Wire (2021). *Farm Laws: US Says Access to Internet, Peaceful Protests Are 'Hallmarks of a Thriving Democracy'*. Consulté le 22 mars 2022 sur <https://thewire.in/diplomacy/farm-laws-us-says-access-to-internet-peaceful-protests-are-hallmarks-of-a-thriving-democracy>; Scroll.in (2021). *Farmer protest shows need for consultations on laws with those concerned, says UN human rights chief*. Consulté le 25 mars 2022 sur <https://scroll.in/latest/988064/farmer-protest-shows-need-for-consultations-on-laws-with-those-concerned-says-un-human-rights-chief>.

¹⁷ The Logical Indian (2021). *Farmers' Protest Gets Global Attention, Rihanna, Greta Thunberg Tweet In Support Of Farmers*. Consulté le 18 février 2022 sur <https://thelogicalindian.com/trending/farmers-protest-rihanna-greta-thunberg-26604>.

¹⁸ International Journal of Asian Business and Information Management (IJABIM) (2021). *How Internet Shutdowns Affects the Entrepreneurs in Jammu and Kashmir*. Consulté le 31 janvier 2022 sur <https://www.igi-global.com/article/how-internet-shutdowns-affects-the-entrepreneurs-in-jammu-and-kashmir/279813>.

¹⁹ Ministry of Communications (2021). *Standing Committee on Communications and Information Technology*. Consulté le 20 avril 2022 sur http://164.100.47.193/lssccommittee/Communications%20and%20Information%20Technology/17_Communications_and_Information_Technology_26.pdf.

²⁰ Access Now (2021). *Update: internet access, censorship, and the Myanmar coup*. Consulté le 28 janvier 2022 sur <https://www.accessnow.org/update-internet-access-censorship-myanmar/>.

²¹ Daily Beast (2021). *This Is Why the Taliban Keeps F*cking Up the Internet*. Consulté le 21 avril 2022 sur <https://www.thedailybeast.com/this-is-why-the-taliban-keeps-fcking-up-afghanistans-internet>.

²² Freedom House (2018). *The Rise of Digital Authoritarianism*. Consulté le 5 avril 2022 sur <https://freedomhouse.org/report/freedom-net/2018/rise-digital-authoritarianism>.

²³ Al Jazeera (2022). *Russian forces launch full-scale invasion of Ukraine*. Consulté le 21 mars 2022 sur <https://www.aljazeera.com/news/2022/2/24/putin-orders-military-operations-in-eastern-ukraine-as-un-meets>.

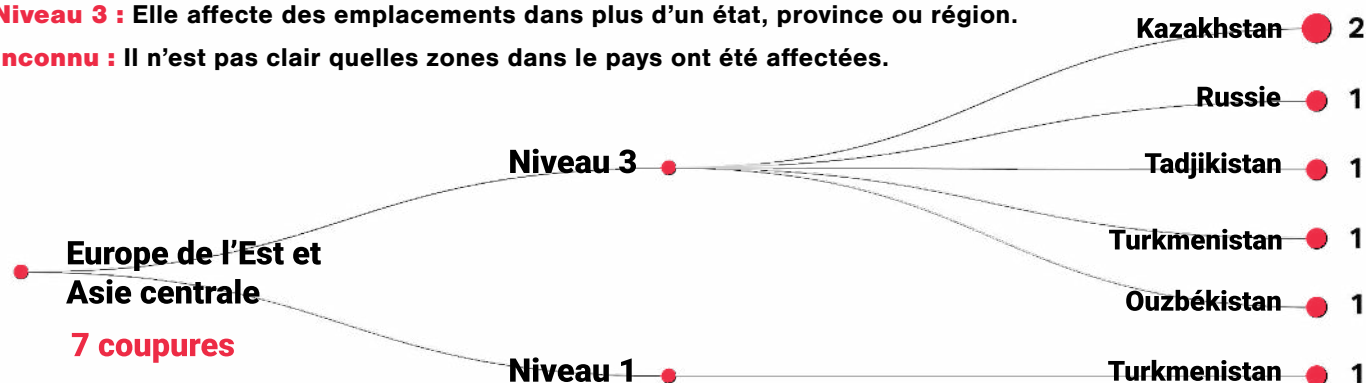
Géo-scopes des coupures d'internet en Europe de l'Est et Asie centrale en 2021 ▼

Niveau 1 : N'affecte qu'une seule ville, un seul district, ou village.

Niveau 2 : Elle affecte plus d'une ville dans le même état, province ou région.

Niveau 3 : Elle affecte des emplacements dans plus d'un état, province ou région.

Inconnu : Il n'est pas clair quelles zones dans le pays ont été affectées.



libération de prisonniers politiques.²⁴ Des actes de violence ont été signalés et les autorités ont emprisonné 50 manifestants.²⁵ Poursuivant les mesures pour accroître son contrôle sur l'espace virtuel, le gouvernement a également proposé une législation qui contraindrait les entreprises technologiques étrangères à ouvrir localement des bureaux qui soient dirigés par un citoyen kazakh et à effacer toute information désignée par les autorités sous 24 heures.²⁶

Au Turkménistan, les autorités ont bloqué l'accès aux plateformes de réseaux sociaux, aux sites d'informations étrangers et aux sites diffusant des informations problématiques pour le régime actuel et ce depuis des années. En 2021, nous avons assisté à une escalade de la censure étatique en ligne lorsque les autorités ont bloqué des sites offrant des outils de contournement tels que des réseaux privés virtuels (VPN). Les personnes s'étant abonnées à un fournisseur de service chez elles

ont même été forcées de jurer sur le Coran de ne pas utiliser des outils de contournement,²⁷ tandis que les étudiants étaient invités de faire une promesse d'utiliser l'accès à l'internet à des « fins pédagogiques ».²⁸ Il est à noter que depuis avril 2022, les autorités du Turkménistan continuent à interdire l'accès à certains services essentiels en ligne.²⁹

Malheureusement, les autorités du Tadjikistan ont agi de la même manière, exerçant une censure en ligne disproportionnée en 2021. Dans la ville de Khorog, le gouvernement a bloqué les plateformes de réseaux sociaux en réaction à des manifestations, forçant les gens à se déplacer sur des centaines de kilomètres vers des villes voisines pour pouvoir se connecter au web.³⁰

De son côté, en Ouzbékistan, le régulateur des communications nationales a limité, le 3 novembre 2021, l'accès à la plupart des réseaux sociaux et des

²⁴ Access Now (2021). *Civil society reports internet shutdowns in two cities in Kazakhstan during February 28 protests*. Consulté le 31 mars 2022 sur <https://www.accessnow.org/internet-shutdowns-kazakhstan-feb-28-protests/>.

²⁵ Rus.azattyg.org (2021). *February 28 in Kazakhstan: "kettling", "titushki" and preventive detentions*. Consulté le 28 février 2022 sur <https://rus.azattyq.org/a/31126079.html>.

²⁶ Access Now (2021). *Kazakhstan's plan of tech platform "localization" opens door to censorship*. Consulté le 31 mars 2022 sur <https://www.accessnow.org/kazakhstans-tech-platform-localization-censorship/>.

²⁷ The Times (2021). *Swear on the Quran to get connected*. Consulté le 18 février 2022 sur <https://www.thetimes.co.uk/article/swear-on-the-quran-to-get-connected-2ksvldnv0>.

²⁸ RadioFreeEurope/Radioliberty (2021). *Turkmenistan Increases Crackdown On Internet Access As Living Standards Continue Downward Spiral*. Consulté le 18 février 2022 sur <https://www.rferl.org/a/turkmenistan-increases-crackdown-on-internet-access-as-living-standards-continue-downward-spiral/30846977.html>.

²⁹ ACCA (2022). *Turkmenistan: The authorities almost completely blocked the Internet in the country*. Consulté le 19 avril 2022 sur <https://acca.media/en/turkmenistan-the-authorities-almost-completely-blocked-the-internet-in-the-country/>.

³⁰ Plus (2021). *Drive 600 km in search of the Internet. Why is communication not available in GBAO and how do people suffer because of this?* Consulté le 25 mars 2022 sur <https://www.asiaplustj.info/ru/news/tajikistan/security/20211207/proehat-600-km-v-poiskah-interneta-pochemu-ne-dayut-svyaz-v-gbao-i-kak-iz-za-etogo-stradayut-lyudi>.

applications de messagerie instantanée, invoquant la non-conformité avec les lois sur la protection des données.³¹ Un rapport de l'Open Observatory of Network Interference (l'Observatoire ouvert des interférences sur le réseau / OONI) a montré que l'accès à Facebook, Signal, WhatsApp, Facebook Messenger et Telegram avait été restauré mais en date du 22 mars 2022, les gens ne pouvaient toujours pas accéder à Twitter, Vkontakte, TikTok, et Skype sans VPN.³²

Enfin, la Russie a été le seul pays à bloquer l'accès aux plateformes de communication en Europe de l'Est en 2021. Les actions du gouvernement montrent clairement une volonté d'escalade de la censure, allant de la censure de certains sites ou organisations jusqu'aux ordres de suppression de contenus en passant par le ralentissement (throttling) de ces plateformes et le blocage complet de certaines plateformes.

En mars 2021, Roskomnadzor, l'agence russe en charge de l'application des lois sur les médias et les télécommunications, a réagi au refus de Twitter de supprimer certains contenus qu'elle lui avait désignés en donnant l'ordre aux fournisseurs de service de ralentir l'accès à la plateforme largement utilisée. La décision a eu des conséquences imprévues,³³ ralentissant l'accès à plus de 40 000 sites dont le nom contenait t.co (domaine raccourci de Twitter). Ceci comprenait les sites Web des principales institutions gouvernementales en Russie ainsi que les plateformes Google et Yandex.³⁴

Le ralentissement (throttling) fait partie des nombreuses tactiques mises en place par le gouvernement russe pour forcer les entreprises technologiques étrangères à se soumettre à ses demandes. Après que Google et Meta ont refusé de retirer des contenus que l'état jugeait hors-la-loi, les autorités russes ont porté plainte contre les deux entreprises.³⁵ Elles ont aussi menacé le personnel de Google et Apple, réussissant à convaincre ces entreprises de retirer l'application Smart Voting du leader d'opposition Alexeï Navalny de leurs boutiques d'applications et plateformes le jour de l'élection.³⁶ Les autorités ont également bloqué les VPN pour empêcher les citoyens russes de contourner cette censure.³⁷

Il semblerait que les efforts fructueux du gouvernement pour contrôler les espaces numériques, en Russie, n'ont fait que renforcer la détermination des autorités, les encourageant à aller encore plus loin. Après l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022, nous avons assisté à des répressions de la liberté d'expression encore plus poussées alors que le gouvernement russe cherchait à supprimer toute dissidence et à contrôler totalement la manière dont le conflit était raconté. Les autorités ont fait adopter de nouvelles lois restreignant les propos publics sur la guerre³⁸ et ont interdit des sites, notamment d'information, de même que des outils de contournement tels que les VPN. Après que Facebook a décidé de permettre temporairement aux Ukrainiens de lancer des appels aux armes contre le chef de l'état et l'armée russe qui avait envahi leur pays, un tribunal

31 RadioFreeEurope/Radioliberty (2021). *Uzbekistan Restricts Access To Most Social Media, Instant Messaging Sites*. Consulté le 25 mars 2022 sur <https://www.rferl.org/a/uzbekistan-social-media-restrictions/31544451.html>.

32 OONI (2021). *Open Observation Network Interference*. Consulté le 25 mars 2022 à partir de <https://ooni.org/reports/>; Eurasianet (2022). *Uzbekistan unblocks, re-blocks popular social media amid TikTok talks*. Consulté le 25 mars 2022 sur <https://eurasianet.org/uzbekistan-unblocks-re-blocks-popular-social-media-amid-tiktok-talks>.

33 Access Now (2021). *Russia throttled Twitter to censor content – Here's what happens next*. Consulté le 18 février 2022 sur <https://www.accessnow.org/russia-throttled-twitter/>.

34 WIRED (2021). *Russia's Failure to Throttle Twitter Isn't a Sign of Weakness*. Consulté le 21 mars 2022 sur <https://www.wired.com/story/opinion-russias-failure-to-throttle-twitter-isnt-a-sign-of-weakness/>.

35 The Moscow Times (2021). *Russia Fines Google for Failing To Remove Banned Content*. Consulté le 21 mars 2022 sur <https://www.themoscowtimes.com/2020/12/17/russia-fines-google-for-failing-to-remove-banned-content-a72400>.

36 The New York Times (2021). *Google and Apple, Under Pressure From Russia, Remove Voting App*. Consulté le 22 mars 2022 sur <https://www.nytimes.com/2021/09/17/world/europe/russia-navalny-app-election.html>.

37 Roskomnadzor (2021). *Federal Service for Supervision of Communications, Information Technology and Mass Communications*. Consulté le 22 mars 2022 sur <https://rkn.gov.ru/news/rsoc/news73836.htm>.

38 POLITICO (2022). *Russia expands laws criminalizing 'fake news'*. Consulté le 6 avril 2022 sur <https://www.politico.eu/article/russia-expand-laws-criminalize-fake-news/>.

russe a jugé la société mère Meta « extrémiste », interdisant dès lors l'usage de Facebook et Instagram en Russie.³⁹

Il faut noter que le gouvernement du Bélarus, qui a coupé l'accès à internet⁴⁰ dans le contexte des différends/contentieux électoraux en 2020 et qui soutient à présent la Russie dans sa guerre contre l'Ukraine,⁴¹ a pris des mesures en 2021 pour institutionnaliser sa capacité à presser le bouton « arrêt » et pour que les autorités aient toute latitude de bloquer l'accès à internet selon leur bon vouloir.⁴²

Amérique latine et Caraïbes

D'après nos informations, Cuba a été le seul pays de la région à bloquer l'accès à internet en 2021. Les autorités ont réagi à une accentuation des manifestations et des demandes de réformes en coupant le réseau internet et en bloquant certains sites. En

juillet, alors que les Cubains descendaient dans la rue pour exiger accès à la nourriture, à l'eau, aux médicaments et aux vaccins contre la COVID-19, le gouvernement a imposé une coupure d'internet complète. Même après avoir restauré l'accès à internet, les autorités ont continué à bloquer WhatsApp, Telegram et Signal.⁴³ Alors que les VPNs ont été utilisés par les citoyens pour accéder aux services bloqués, la compagnie publique de télécommunications ETECSA a également bloqué l'envoi des mots « VPN » et « libertad » (liberté) par SMS.⁴⁴ Sur l'île de Cuba, les VPN ne fonctionnaient que de façon intermittente depuis octobre 2020.⁴⁵ En outre, le gouvernement cubain aurait confisqué les cartes SIM de certaines personnes⁴⁶ – principalement des activistes et des journalistes –, qui se sont retrouvées sans aucune connexion étant donné que ETECSA est le seul fournisseur de service à Cuba.

Il est possible qu'il y ait eu aussi des coupures au

Géo-scopes des coupures d'internet en Amérique Latine et Caraïbes en 2021 ▾

Niveau 1 : N'affecte qu'une seule ville, un seul district, ou village.

Niveau 2 : Elle affecte plus d'une ville dans le même état, province ou région.

Niveau 3 : Elle affecte des emplacements dans plus d'un état, province ou région.

Inconnu : Il n'est pas clair quelles zones dans le pays ont été affectées.



³⁹ Business Insider (2022). *A Russian court has declared Meta guilty of extremist activity but will still allow access to WhatsApp*. Consulté le 31 mars 2022 sur <https://africa.businessinsider.com/tech-insider/a-russian-court-has-declared-meta-guilty-of-extremist-activity-but-will-still-allow/gbzm3dv>; Access Now (@accessnow) Post Twitter. 18 h 18 le 21 mars 2022. Consulté le 31 mars 2022 sur <https://twitter.com/accessnow/status/1505972115509555207>.

⁴⁰ Access Now (2021). *Belarusian election tainted by internet shutdown and state-sponsored violence*. Consulté le 18 février 2022 sur <https://www.accessnow.org/belarusian-election-tainted-by-internet-shutdown-and-state-sponsored-violence/>.

⁴¹ The Conversation (2022). *3 reasons Belarus is helping Russia wage war against Ukraine*. Consulté le 14 mars 2022 sur <https://theconversation.com/3-reasons-belarus-is-helping-russia-wage-war-against-ukraine-177984>.

⁴² Freedom House (2021). *Belarus: Freedom on the Net 2021 Country Report*. Consulté le 18 février 2022 sur <https://freedomhouse.org/country/belarus/freedom-net/2021>.

⁴³ Access Now (2021). *“¡Patria y vida!”: Cuba cuts internet access to gag protesters*. Consulté le 22 février 2022 sur <https://www.accessnow.org/patria-y-vida-cuba/>.

⁴⁴ Yucabyte (2021). *“Libertad” y “VPN” bloqueadas para el servicio SMS en Cuba*. Consulté le 2 avril 2022 sur <https://www.yucabyte.org/2021/07/15/libertad-y-vpn-bloqueadas/>.

⁴⁵ ADNCuba (2020). *“La Isla queda a oscuras”: cubanos denuncian bloqueo de servicios VPN*. Consulté le 2 avril 2022 sur <https://adncuba.com/noticias-de-cuba/actualidad/la-isla-queda-oscuras-cubanos-denuncian-bloqueo-de-servicios-vpn>.

⁴⁶ Radio y Televisión Martí (2021). *ETECSA blocks Internet access to Tania Bruguera, fails to prevent her participation in a UN event*. Consulté le 22 février 2022 sur <https://www.radiotelevisionmarti.com/a/etecsa-bloquea-acceso-a-internet-a-tania-bruguera-no-logra-impedir-su-participaci%C3%B3n-en-evento-de-onu/289238.html>.

Paraguay en 2021 bien que nous ne disposions pas d'assez de preuves pour inclure ces perturbations dans notre base de données STOP. D'après des recherches menées par l'organisation communautaire spécialisée dans le numérique TEDIC, ces coupures sont peut-être dues à une militarisation de cette zone et « dans les jours qui ont précédé l'intervention d'une force opérationnelle interarmées, tous les utilisateurs d'une zone [sont] restés sans aucune couverture réseau ». ⁴⁷

Moyen-Orient et Afrique du Nord

En 2021, nous avons documenté au moins **23** coupures d'internet dans **neuf** pays au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, soit cinq fois plus qu'en 2020. Le Soudan et l'Iran ont chacun, coupé accès à l'internet **cinq** fois, nombre le plus élevé de la région. La majorité des perturbations dans les deux pays était clairement destinée à faire taire les mouvements dissidents. ⁴⁸ Depuis longtemps, les autorités des

deux pays ont imposé des coupures d'internet pour étouffer les manifestations et pour masquer la répression meurtrière et d'autres abus des droits humains. ⁴⁹ Les populations de Palestine et du Yémen ont été affectés par des coupures résultant d'attaques sur les infrastructures de télécommunication et par des perturbations coordonnées avec une hausse des activités militaires, tandis que les gouvernements d'Oman et de Jordanie ont pris pour cible des plateformes de communication émergentes qui étaient utilisées comme un moyen plus libre d'expression. Dans certains cas, les autorités ont donné l'ordre de couper le réseau dans le but d'empêcher les étudiants de tricher aux examens, une mesure néfaste et exagérée qui, d'après nos informations, ne cesse de se répandre au Moyen-Orient et en Afrique du Nord depuis 2016. En 2021 l'Algérie, l'Irak, la Jordanie, le Soudan et la Syrie y ont eu recours.

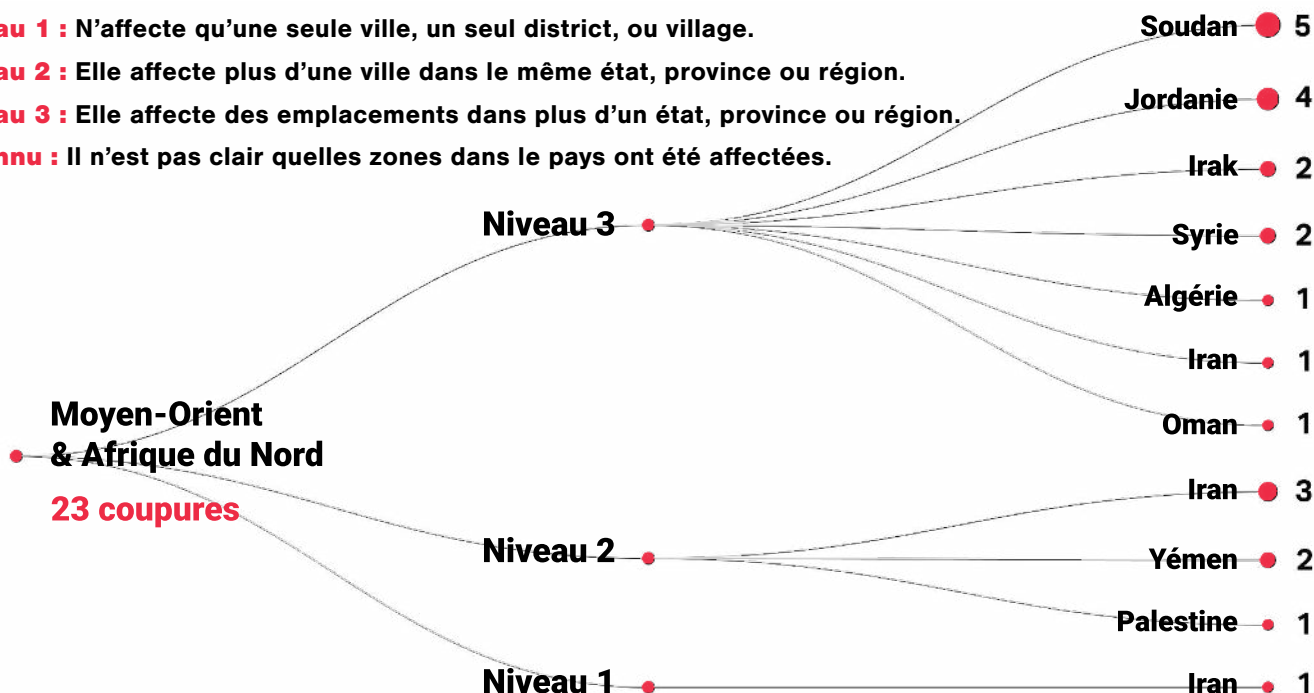
Géo-scopes des coupures d'internet au Moyen-Orient et en Afrique du Nord en 2021 ▾

Niveau 1 : N'affecte qu'une seule ville, un seul district, ou village.

Niveau 2 : Elle affecte plus d'une ville dans le même état, province ou région.

Niveau 3 : Elle affecte des emplacements dans plus d'un état, province ou région.

Inconnu : Il n'est pas clair quelles zones dans le pays ont été affectées.



⁴⁷ TEDIC (2021). *Call for Inputs UN OHCHR report on shutdowns and connectivity initiatives*. Consulté le 25 mars 2022 sur https://www.tedic.org/wp-content/uploads/2022/03/TEDIC_ContributionOHCHR.pdf.

⁴⁸ Voir par exemple Access Now (2021). *Iran: Internet blackouts curb protests and conceal human rights violations in Sistan and Baluchistan*. Consulté le 19 avril 2022 sur <https://www.accessnow.org/iran-blackout-2021-internet-shutdowns-sistan-baluchistan/>.

⁴⁹ Access Now (2020). *#IamTheSudanRevolution: There's a direct link between internet shutdowns and human rights violations in Sudan*. Consulté le 17 avril 2022 sur <https://www.accessnow.org/iamthesudanrevolution-theres-a-direct-link-between-internet-shutdowns-and-human-rights-violations-in-sudan/>; Access Now (2020). *Iran has built an internet for oppression. Here's why you should care*. Consulté le 19 avril 2022 sur <https://www.accessnow.org/iran-internet-shutdowns/>.

II. Ce qui a déclenché les coupures d'internet en 2021

Comme le montrent les données récoltées depuis cinq ans au sein de notre base de données STOP, partout dans le monde des gouvernements ont recours aux coupures d'accès à internet afin de tenter de renforcer leur contrôle sur les populations. Les perturbations du réseau ont souvent lieu lors de manifestations, de troubles politiques ou sociaux, d'élections et de conflits armés. Les données issues

de 2021 dressent le même tableau. Les autorités ont coupé ou ralenti l'accès à internet, bloqué des plateformes de communication ou autrement interféré avec accès aux communications en ligne pendant les périodes de fortes tensions, souvent dans le but de renforcer ou de maintenir leur pouvoir. Ceci comprenait l'imposition des coupures d'internet pendant les coups d'État militaires.

Justifications officielles vs les causes réelles de coupures d'internet à l'échelle mondiale en 2021 ▼

La plus grande partie des allégations de « sécurité nationale » pendant « l'instabilité politique » observée vient des coupures en Inde.

Justification officielle

Contenu illégal
 Action par une tierce-partie
 Problèmes techniques
 Autres
 Infox/ Discours de haine
 Mesures de précaution
 Examens scolaires
 Sécurité publique

Inconnue

Sécurité Nationale

Cause réelle

Visite officielle
 Jours fériés
 Inconnue
 Elections
 Troubles communautaires
 Autres
 Triche aux examens scolaires
 Contrôle des informations

Manifestations

Instabilité politique

Le premier jour de l'année, les autorités indiennes ont coupé l'accès à internet dans la région du Jammu-et-Cachemire où des coupures de ce genre ont été plus nombreuses que partout ailleurs dans le monde en 2021. Plus tard en janvier, l'Inde a imposé d'autres coupures pour réprimer les manifestations liées au Jour de la République dans le pays.⁵⁰ Dès le 1er janvier, des coupures ont eu lieu, non pas seulement en Inde mais aussi en Éthiopie et au Myanmar - d'autres se produiront dans les mois suivants dans chacun des deux pays dans une atmosphère de peur, de violence et de conflit.

Lorsque les autorités au pouvoir plongent les citoyens dans l'obscurité pendant d'une crise, des vies sont en jeu. Il existe un lien direct entre les coupures d'internet et les violations des droits humains dans le monde.⁵¹ Les coupures d'Internet contribuent à alimenter une

culture de l'impunité pour des crimes commis contre un peuple et à laisser la communauté internationale dans l'ignorance quant à l'étendue et l'intensité de la situation. Pour les journalistes et les défenseurs des droits humains, elles rendent difficile l'accès aux zones touchées afin de rendre compte des événements et d'établir la responsabilité des gouvernements dans les atrocités commises.⁵²

Comme nous le soulignons ci-après, les coupures d'internet sont toujours dangereuses et contre-productives, mais elles le sont tout particulièrement lors de manifestations, de troubles politiques, de violences communautaires et de guerres. En outre, elles peuvent faciliter de nouvelles agressions.

Classement 2021 des véritables causes de coupures d'internet ▾

Inde



Le reste du monde

Rang	Cause
1	Inconnues
2	Elections
3	Triche aux examens
4	Autres
5	Instabilité Politique
6	Contrôle de l'information
7	Manifestations

⁵⁰ Access Now (2021). *Government orders internet shutdowns on India's Republic Day*. Consulté le 23 mars 2022 sur <https://www.accessnow.org/internet-shutdown-in-delhi-on-indias-republic-day/>.

⁵¹ OHCHR (2021). *Conférence de presse en ligne du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme*. Consulté le 24 mars 2022 sur https://www.ohchr.org/sites/default/files/Documents/Press/Press%20briefing_140721.pdf.

⁵² Comité pour la protection des journalistes (2021). *Journalists struggle to work amid extended internet shutdowns in Myanmar, Ethiopia, Kashmir*. Consulté le 24 mars 2022 sur <https://cpj.org/2021/05/journalists-shutdowns-myanmar-ethiopia-kashmir>.

2.1 Les coupures d'internet lors des manifestations, des troubles politiques ou des coups d'état

Les autorités au Bangladesh, au Burkina Faso, au Tchad, à Cuba, en Eswatini, en Inde, en Indonésie, en Iran, en Irak, en Jordanie, au Kazakhstan, au Myanmar, au Pakistan, au Sénégal, au Soudan du Sud, au Soudan, au Turkménistan et en Ouganda ont perturbé ou totalement coupé les possibilités de connexion lors de manifestations en 2021. Comme nous l'avons signalé dans des rapports précédents,⁵³ les gouvernements utilisent des perturbations du réseau non seulement pour faire obstacle et disperser la manifestation elle-même mais aussi pour dissimuler les violations des droits humains qui sont souvent dues à la répression menée par les forces de sécurité contre les manifestants, en particulier dans des pays qui ont des régimes autoritaires ou des démocraties faibles.

Le coup d'état au Myanmar

Le 1er février 2021, alors que l'armée prenait le contrôle du gouvernement, des coupures d'internet ont été signalées à de multiples reprises dans tout le Myanmar.⁵⁴ Les coupures ont touché la connectivité internet et les appels téléphoniques dans plusieurs états du pays et ont évolué vers des perturbations de



Le gouvernement a coupé internet après que l'armée s'est retournée contre le gouvernement civil, son partenaire de la période de transition. Des millions de personnes ont manifesté dans les rues et ont été soumis à des abus et de la violence. Les tanks, les voitures de police et les manifestations se sont répandues partout. C'était une armée à part entière, armée et qui tirait avec des balles, ce qui a mené à la chute de martyrs. Il y avait des blessés, j'ai échappé à la mort lorsqu'une balle est passée à côté de moi et a touché un jeune homme qui était debout derrière moi et qui est mort. La vie est douloureuse sans le droit à l'internet.

type « couvre-feu », c'est à dire que les autorités ont bloqué l'accès à internet de façon quotidienne entre le 15 février et le 28 avril, date à laquelle le réseau a fonctionné à nouveau partiellement.⁵⁵ Protégée par ces coupures, l'armée a usé de davantage de violence contre les gens qui manifestent contre le coup d'état - notamment en employant des munitions réelles, des balles en caoutchouc et des gaz lacrymogènes contre les manifestants.⁵⁶ Le 3 mars, lors d'une coupure à l'échelle nationale, au moins 38 manifestants ont été tués lors de ce que l'Envoyé spécial de l'ONU pour le Myanmar a qualifié de « **journée la plus sanglante depuis le coup d'état** ». ⁵⁷

Le coup d'état au Soudan

Les autorités soudanaises ont coupé l'accès à internet à cinq reprises au cours de l'année 2021. Le 25 octobre, l'armée a imposé des coupures du réseau alors qu'elle s'empare du pouvoir d'un gouvernement de transition lors qu'un coup d'état militaire.⁵⁸ Elle a détenu de

Crédit photo : Bertramz



Une blogueuse est allée à la manifestation après le coup d'état au Soudan. Déjà traumatisée par la violence brutale par les forces militaires, elle a été démoralisée encore plus par la perte d'accès à internet, dont elle dépend pour travailler et accéder aux informations.

Le 25 novembre 2021
Omdurman, Soudan

⁵³ Access Now (2019). *Targeted, cut off, and left in the dark: The #KeepItOn report on internet shutdowns in 2019*. Consulté le 24 mars 2022 sur <https://www.accessnow.org/cms/assets/uploads/2020/02/KeepItOn-2019-report-1.pdf>.

⁵⁴ BBC News (2021). *Myanmar coup: Aung San Suu Kyi detained as military seizes control*. Consulté le 23 février 2022 sur <https://www.bbc.com/news/world-asia-55882489>.

⁵⁵ KrASIA (2021). *Myanmar's mobile internet unblocks online banking, possible national intranet prompts concerns*. Consulté le 18 février 2022 sur <https://kr-asia.com/myanmars-mobile-internet-unblocks-online-banking-possible-national-intranet-prompts-concerns>.

⁵⁶ Al Jazeera (2021). *Myanmar police used machine guns against protesters, says Amnesty*. Consulté le 24 mars 2022 sur <https://www.aljazeera.com/news/2021/2/11/myanmar-police-deployed-machine-guns-against-protesters>.

⁵⁷ Nikkei Asia (2021). *Myanmar coup, from Feb. 20 to March 18: UN team urges whistleblowers to report illegal orders*. Consulté le 22 mars 2022 sur <https://asia.nikkei.com/Spotlight/Myanmar-Crisis/Myanmar-coup-from-Feb.-20-to-March-18-UN-team-urges-whistleblowers-to-report-illegal-orders>.

⁵⁸ Access Now (2021). *Authorities in Sudan must stop imposing telecommunication blackouts to control information flow during military coup*. Consulté le 24 mars 2022 sur <https://www.accessnow.org/sudan-internet-shutdown-military-coup/>.

façon arbitraire, plusieurs responsables du gouvernement, y compris le Premier ministre. Lorsque des citoyens soudanais sont descendus dans la rue pour dénoncer les actes de l'armée, ils ont dû faire face à des violences et à d'autres perturbations du réseau de la part des forces armées, lors desquelles sept personnes ont été tuées et 140 autres blessées.⁵⁹ Les autorités ont également coupé l'accès à internet lors des examens scolaires.

Comme le Myanmar, le Soudan est tristement célèbre pour avoir imposé des coupures d'internet qui ont permis des violations des droits humains. Après l'éviction du régime d' Omar el-Béchir en avril 2019, la junte militaire a commis des atrocités contre les peuple soudanais, y compris le meurtre de centaine de civils et de nombreux autres blessés⁶⁰ et le viol de 70 femmes,⁶¹ bénéficiant d'une coupure d'internet complète en juin 2019.

La répression meurtrière des manifestations en Iran

En Iran, les autorités ont réagi aux manifestations en coupant l'accès à internet à partir des téléphones portables du 24 au 28 février au Sistan et au Baloutchistan, où 97,5 % des habitants utilisent un portable pour aller sur le web.⁶² Ces coupures auraient été imposées afin de cacher de graves violations des droits humains et de probables crimes de droit international, tels que les assassinats extrajudiciaires. D'après les informations des médias, le Corps des gardiens de la révolution islamique, une branche des forces armées iraniennes, a tiré sur des vendeurs d'essence non armés, tuant 10 personnes dont un enfant.⁶³

Ces tactiques ne sont pas nouvelles pour les autorités

iraniennes. En 2019, Amnesty International a confirmé la mort de 304 personnes tuées par les services de sécurité iraniens pendant une coupure d'internet d'une semaine destinée à décourager toute manifestation. Parmi ces personnes, au moins 220 ont été tuées à moins de 48 heures de la coupure d'internet.⁶⁴

Autres pays à surveiller

Plusieurs autres pays qui ont réagi aux manifestations sur leur territoire en imposant des coupures d'internet en 2021 :

Jordanie : En mars 2021, des manifestations ont éclaté après que sept patients atteints de la COVID-19 sont morts en raison d'une pénurie d'oxygène à l'hôpital Al-Salt. Les autorités jordaniennes ont alors forcé le ralentissement des services de streaming de Facebook live afin d'empêcher les gens de partager des vidéos, y compris celles qui montraient la répression policière contre les manifestants⁶⁵ — une méthode de censure que le gouvernement utilise régulièrement depuis 2018.

Pakistan : Le 16 avril, après des semaines de manifestations violentes contre la France en lien avec la publication de dessins par le magazine satirique français *Charlie Hebdo*, le ministère de l'Intérieur a ordonné à l'Autorité nationale des télécommunications de bloquer Twitter, Facebook, WhatsApp, YouTube et Telegram.⁶⁶ Afin de permettre au gouvernement de resserrer encore davantage son emprise sur les échanges numériques dans le pays, le ministère des Technologies de l'Information et des Télécommunications a proposé une réglementation plus draconienne⁶⁷ en octobre 2021. Cette réglementation permet aux autorités de contrôler et de censurer des contenus publiés sur les

⁵⁹ Reuters (2021). *Seven killed, 140 hurt in protests against Sudan military coup*. Consulté le 24 mars 2022 sur <https://www.reuters.com/world/africa/military-forces-arrest-senior-civilian-figures-sudan-al-hadath-tv-2021-10-25/>.

⁶⁰ The New York Times (2019). *100 Killed in Sudan and Dozens of Bodies Are Pulled From Nile, Opposition Says*. Consulté le 23 mars 2022 sur <https://www.nytimes.com/2019/06/04/world/africa/sudan-war-facts-history.html>.

⁶¹ The Guardian (2019). *Sudanese doctors say dozens of people raped during sit-in attack*. Consulté le 14 février 2020 sur <https://www.theguardian.com/world/2019/jun/11/sudan-troops-protesters-attack-sit-in-rape-khartoum-doctors-report>.

⁶² Communication Regulatory Authority (2021). *ICT Development in Sistan and Baluchestan Province - Volume: Azar 99*. Consulté le 25 mars 2022 sur <https://mis.ito.gov.ir/ictindex/viewprovinceindex/15>.

⁶³ Voir *supra* note 48.

⁶⁴ Amnesty International (2021). *Iran: A Web of Impunity: The Killings Iran's Internet Shutdown Hid*. Consulté le 18 février 2022 sur <https://www.amnesty.org/en/documents/mde13/3308/2020/en/>.

⁶⁵ Access Now (2021). *Jordan's internet throttling to censor protesters must end*. Consulté le 24 mars 2022 sur <https://www.accessnow.org/jordan-protest-throttling/>.

⁶⁶ France 24 (2021). *Pakistan orders temporary social media shutdown after violent protests*. Consulté le 24 mars 2022 sur <https://www.france24.com/en/live-news/20210416-pakistan-orders-temporary-social-media-shutdown-after-violent-protests>.

⁶⁷ Scribd.com (2021). *Revised Rules, 2021 (12.10.2021 after Approval of the Cabinet)*. Consulté le 23 mars 2022 sur <https://www.scribd.com/document/532380328/Revised-Rules-2021-12-10-2021-after-Approval-of-the-Cabinet>.

réseaux sociaux selon qu'elles le jugent nécessaire, un dangereux précédent qui restreint les droits individuels des personnes.⁶⁸

Eswatini : Les autorités ont réagi aux manifestations pro-démocratiques en bloquant l'accès à internet pour la première fois en 2021, le 29 juin et le 15 octobre. Ils l'ont justifié en invoquant la nécessité de contrôler « le désordre et l'anarchie ».⁶⁹

Cuba : Tel que mentionné ci-dessus, les autorités cubaines ont réagi aux manifestations et aux demandes générales de réforme du gouvernement en juillet 2021 en bloquant l'accès à internet et aux plateformes de communication.⁷⁰ Les réseaux de téléphonie mobile ont aussi été rendus pratiquement inutilisables.

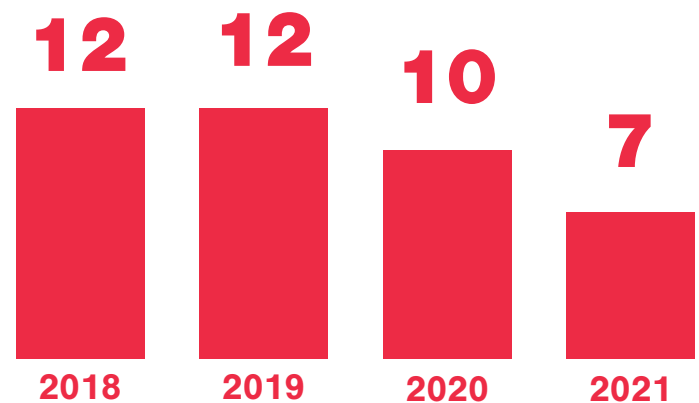
Burkina Faso : Le 20 novembre 2021, les autorités du Burkina Faso ont coupé l'accès à internet mobile pendant au moins neuf jours en réponse aux manifestations, le justifiant de façon assez vague et invoquant la « sécurité publique » et « la défense nationale ».⁷¹ Ce fut la première fois qu'elles le firent, d'après notre base de données STOP, mais au 23 janvier 2022, le gouvernement Kaboré avait de nouveau coupé accès à internet en trois occasions différentes.

2.2 Coupures d'internet lors d'élections

Les coupures d'internet lors d'élections sont désastreuses pour la démocratie. Pourtant, au cours des cinq dernières années, les autorités gouvernementales ont continué à en faire usage, avant, pendant ou immédiatement après une élection. En 2021, la coalition #KeepItOn a rendu compte de **sept** coupures d'internet liées à une élection dans **six** pays différents : le Tchad, la République démocratique du Congo, l'Iran, le Niger, l'Ouganda et la Zambie.⁷²

D'après nos données, c'est moins qu'en 2020 où **10** coupures liées aux élections ont eu lieu dans **sept** pays et moins qu'en 2019 où **12** coupures ont eu lieu dans **sept** pays et en 2018, avec **12** coupures dans **sept** pays. Quatre d'entre elles se sont produites dans des pays africains, où les coupures liées aux élections restent fréquentes en dépit des résistances croissantes et des recours en justice. Les détails de ces coupures sont présentés ci-dessous par ordre chronologique.

Nombre de coupures d'internet liées aux élections ▼



L'**Ouganda**, qui impose régulièrement des coupures d'internet en lien avec les élections, a bloqué l'accès aux plateformes et outils de communication numériques avant de bloquer totalement l'accès à internet à la veille des élections de janvier 2021. Les autorités ont d'abord forcé le ralentissement et bloqué l'accès aux applications comme Facebook, Twitter, WhatsApp, et Instagram ainsi que l'iOS App Store et à Google Play Store. Elles ont aussi bloqué l'accès aux VPN. La Commission des communications de l'Ouganda a ensuite ordonné des fournisseurs de service internet de couper tous les accès à travers le pays.⁷³ Les Ougandais sont restés sans accès pendant cinq longues journées, ce qui a rendu extrêmement difficile la poursuite de leurs vies quotidiennes, l'obtention d'informations sur les résultats de l'élection ou la participation libre au débat démocratique.

⁶⁸ RSF (2021). *Pakistan : nouvelle tentative du gouvernement de censurer les réseaux sociaux*. Consulté le 23 mars 2022 sur <https://rsf.org/fr/pakistan-nouvelle-tentative-du-gouvernement-de-censurer-les-r%C3%A9seaux-sociaux>.

⁶⁹ Access Now (2021). *#KeepItOn: Eswatini authorities shut down internet to quell protests, ask people to email grievances*. Consulté le 21 mars 2022 sur <https://www.accessnow.org/keepiton-eswatini-protests/>.

⁷⁰ Voir *supra* note 43.

⁷¹ Access Now (@accessnow). Post Twitter. 12 h 38, 23 novembre 2021. Consulté le 25 mars 2022 sur <https://twitter.com/accessnow/status/1463124812084260868>.

⁷² Voir *supra* note 10.

⁷³ Quartz (2021). *Uganda has shut down all social media two days ahead of a tense election*. Consulté le 21 mars 2022 à partir de <https://qz.com/africa/1956188/uganda-shuts-social-media-ahead-of-election-army-out-in-streets/>; Access Now (2021). *"No matter what they do, the world is watching": Some Ugandans are back online after internet shutdown during presidential election*. Consulté le 16 mars 2022 sur <https://www.accessnow.org/the-world-is-watching-uganda-elections/>.

Article complet publié sur NTV Uganda le 18 janvier 2021
Crédit Photo : Direct Relief

Mohammed est un défenseur des droits des personnes porteuses de handicaps. Il dépend de l'internet et d'une application de transaction pour sa vie quotidienne et son travail. La coupure subite d'internet en Ouganda a non seulement créé une grande charge de stress pour lui, mais lui a rappelé de nouveau comment lui et sa communauté sont exclus de la vie normale, puisqu'il est privé d'opportunités d'apprentissage et de travail pendant la coupure.

Le 31 janvier 2021
Mohammed Kimbugwe
De l'Ouganda

#KeptOn

Les 12,4% approximatifs de personnes vivant avec des handicaps en Ouganda rencontrent déjà des difficultés avec les prix prohibitifs des appareils numériques et des technologies d'assistance, les coupures d'internet sont le comble. Avec les coupures d'internet, les personnes porteuses de handicaps sont enfermées hors de l'espace numérique tout autant qu'elles sont enfermées hors de l'environnement bâti. Juste au moment où on pensait que l'internet ouvrait des opportunités qui nous ont été niées pendant si longtemps dans l'environnement bâti, les coupures d'internet nous rappellent que nous sommes loin d'être inclus.

que dix jours plus tard et les membres du gouvernement n'ont fourni aucune explication à cette perturbation extrême.

La **République du Congo** a fait de même le 21 mars, lorsque le gouvernement a imposé un blackout total du réseau quelques heures avant qu'ouvrent les bureaux de vote. Les connexions internet haut débit et mobile, ainsi que le blocage de la

tique.⁷⁴ Depuis lors, les autorités ougandaises refusent de débloquer Facebook⁷⁵ en représailles, l'entreprise ayant bloqué les comptes appartenant aux responsables politiques accusés de chercher à manipuler le débat public avant l'élection de janvier 2021. Les perturbations ont été plus importantes et générales que lors des coupures précédentes en 2016, lorsque les autorités ougandaises avaient bloqué les paiements par mobile et les plateformes de réseaux sociaux à deux reprises - lors de la période électorale⁷⁶ et lors de la cérémonie d'investiture du président Yoweri Museveni⁷⁷ au pouvoir depuis 1986.

Au **Niger**, le gouvernement a réagi aux manifestations qui ont éclaté à la suite de l'élection du 21 février en coupant la connexion internet mobile à travers le pays à partir du 24 février.⁷⁸ Les autorités n'ont rétabli l'accès

à la messagerie SMS, et ce jusqu'au 23 mars.⁷⁹ Les vieilles habitudes ont la vie dure. En 2015, le ministre de l'Intérieur Raymond Mboulou avait déjà ordonné aux entreprises de télécommunication de couper les services téléphonique, internet et SMS pendant 48 heures lors de l'élection présidentielle pour « des raisons de sécurité et de sûreté nationale ».⁸⁰

Le 20 juin, les autorités en **Iran** ont réagi aux affrontements entre deux tribus à la suite des élections municipales locales en coupant le réseau mobile pendant toute une journée à Yassoudj, la capitale de la province de Kohgiluyeh-et-Bouyer-Ahmad.⁸¹ Heureusement, il n'y a pas eu de coupures lors des élections générales qui avaient eu lieu quelques jours auparavant, le 18 juin.

⁷⁴ Voir *supra* note 9.

⁷⁵ Paradigm Initiative (2021). *Continued Facebook Shut-down Inconveniencing Ugandans*. Consulté le 25 mars 2022 sur <https://paradigmhq.org/continued-facebook-shut-down-inconveniencing-ugandans/>.

⁷⁶ Comité pour la protection des journalistes (2016). *Uganda blocks social media and mobile phone services during voting*. Consulté le 7 avril 2022 sur <https://cpj.org/2016/02/uganda-blocks-social-media-and-mobile-phone-servic/>.

⁷⁷ Global Voices Advox (2016). *Social media blocked in Uganda ahead of President Museveni's inauguration*. Consulté 7 avril 2022 sur <https://advox.globalvoices.org/2016/05/11/social-media-blocked-in-uganda-ahead-of-president-musevenis-inauguration/>.

⁷⁸ Business Insider (2021). *#WhatsHappeningInNiger: The internet shutdown in Niamey threatens Niger's democracy and its people's right to free speech*. Consulté le 24 mars 2022 sur <https://africa.businessinsider.com/local/leaders/whats happening inniger the internet shutdown in niamey threatens nigers democracy and/p7l4nhk>

⁷⁹ AfricaNews (2021). *Congo Election: Low voter turnout, internet shutdown, mark polls*. Consulté le 23 mars 2022 sur <https://www.africanews.com/2021/03/21/congo-election-low-voter-turn-out-internet-shutdown-mark-polls/>.

⁸⁰ Al Jazeera (2016). *Congo holds presidential elections under media blackout*. Consulté le 23 mars 2022 sur <https://www.aljazeera.com/news/2016/3/20/congo-in-media-blackout-for-presidential-elections>.

⁸¹ Filterwatch (2021). *Internet Shutdown Trends in Iran: November 2019 to July 2021*. Consulté le 6 avril 2022 sur <https://filterwatch/en/2021/09/03/internet-shutdown-trends-in-iran-from-november-2019-to-july-2021/>.

Access Now, nos partenaires régionaux et d'autres membres de la coalition internationale #KeptOn s'étaient préparés à une coupure d'internet en **Zambie** lors des élections du 12 août, appelant le gouvernement à maintenir un accès ouvert au réseau.⁸² En dépit du fait que les autorités zambiennes publièrent une déclaration publique niant⁸³ vigoureusement les rumeurs selon lesquelles elles prévoyaient de couper l'accès à internet le jour des élections, c'est exactement ce qu'elles ont fait.

Les autorités ont bloqué l'accès aux plateformes de réseaux sociaux comme WhatsApp, Facebook, Twitter et Instagram.⁸⁴ L'organisation ougandaise Chapter One Foundation Limited a immédiatement déposé plainte auprès de la justice contre cette perturbation⁸⁵ et deux jours plus tard, la Haute Cour de justice de Zambie a ordonné au gouvernement de restaurer immédiatement l'accès à internet.⁸⁶ Certes, la coupure n'aurait pas dû être imposée au départ, étant donné que tous les blocages de ce type influent sur les élections ; cependant, le verdict est une victoire importante contre ce genre d'attaque contre la démocratie. De fait, ainsi que nous le développerons dans la section 4.2 ci-dessous, la société civile au sein d'un certain nombre de pays africains a lutté contre les coupures d'internet devant la justice en 2021, une contribution très précieuse dans la bataille en cours mondialement contre les coupures de réseau.

Enfin, ainsi que nous l'avons noté précédemment, le **gouvernement russe** a déployé des efforts acharnés pour empêcher les électeurs d'accéder à l'application Smart Voting créée par le leader de l'opposition Alexei Navalny, application qui permettait à chacun de suivre

et de recevoir des mises à jour sur l'élection du mois de septembre. Le 2 septembre, les autorités russes ont exigé qu'Apple et Google supprime l'application de leurs magasins d'application et plateformes en ligne.⁸⁷ Par la suite, il fut révélé que des agents du gouvernement russe avait menacé personnellement des employés des branches locales de ces deux entreprises.⁸⁸ Tous deux ont fini par céder à la pression et ont retiré l'application de leurs magasins. Dans le même temps, les efforts du gouvernement pour entraver l'accès à l'application ont conduit à un blocage temporaire de Google et des services DNS de Cloudflare, des VPN, de Google Docs et des vidéos YouTube utilisés par le Smart Voting project ainsi qu'à la mise hors service du chatbot Smart Voting sur Telegram.

Comment la coalition #KeptOn réagit

Il est décourageant de voir le gouvernement d'un pays déconnecter l'accès à ses propres citoyens lors d'une élection, affaiblissant ainsi le respect des droits humains et minant l'intégrité du processus électoral. Ces dernières années toutefois, alors que la coalition #KeptOn a accru et renforcé ses activités de plaidoyer au sujet des coupures d'internet dans le cadre d'élections, nous avons enregistré une baisse régulière de l'utilisation de celles-ci. Plusieurs pays, qui avaient coupé l'accès à internet lors d'élections, n'ont pas eu recours à ce coupe-circuit en 2021 ; il s'agit notamment du Bénin,⁸⁹ de l'Irak et de la Gambie. Tout au long de l'année, tandis qu'Access Now mettait en œuvre notre initiative Election Watch,

⁸² Access Now (2021). *As a contentious election nears, rights groups urge Zambia to #KeptOn*. Consulté le 25 mars 2022 sur <https://www.accessnow.org/as-contentious-election-nears-rights-groups-urge-zambia-to-keepiton/>.

⁸³ LusakaTimes.com (2021). *There will be No Internet Shutdown in Zambia, Blackout Information is False and Calculated to Cause Alarm*. Consulté le 25 mars 2022 sur <https://www.lusakatimes.com/2021/08/07/there-will-be-no-internet-shutdown-in-zambia-information-is-false-and-calculated-to-cause-alarm/>.

⁸⁴ CNN (2021). *Social media and messaging apps appear to be shut down in Zambia on election day, Facebook says*. Consulté le 25 mars 2022 sur <https://edition.cnn.com/2021/08/12/africa/zambia-election-social-media-blackout-intl/index.html>.

⁸⁵ Daily Nation (2021). *ZICTA sued over internet shutdown*. Consulté le 24 mars 2022 sur <https://dailynationzambia.com/2021/08/zicta-sued-over-internet-shutdown/>.

⁸⁶ NewZimbabwe.com (2021). *Zambia's High Court Orders Restoration of Internet Services*. Consulté le 25 mars 2022 sur <https://www.newzimbabwe.com/zambias-high-court-orders-restoration-of-internet-services/>.

⁸⁷ Access now (2021). *Not good enough: Apple, Google bow to government pressure, censor content during Russian elections*. Consulté le 24 mars 2022 sur <https://www.accessnow.org/apple-google-censor-russian-elections/>.

⁸⁸ The Washington Post (2021). *Analysis | The Kremlin forced U.S. tech firms to shut down an app some Russian voters hoped to use. Now what?* Consulté le 24 mars 2022 sur <https://www.washingtonpost.com/politics/2021/09/30/kremlin-forced-us-tech-firms-shut-down-an-app-its-opponents-were-using-now-what/>.

⁸⁹ Internet Society (2021). *Keeping the Internet on during Benin's Presidential Elections*. Consulté le 24 mars 2022 sur <https://www.internetsociety.org/blog/2021/06/keeping-the-internet-on-during-benins-presidential-elections/>.

nous avons travaillé avec les membres de la coalition #KeepItOn partout dans le monde pour inciter les gouvernements, les entreprises et d'autres parties prenantes à participer à la lutte contre les coupures d'internet lors d'élections.⁹⁰ Ceci signifie que dans les pays où les gouvernements imposent ce type de coupures, la coalition a souvent été en mesure de proposer des ateliers de renforcement des capacités⁹¹ ainsi que d'autres outils⁹² afin de fournir aux groupes de la société civile comme aux individus les ressources leur permettant de se préparer et de contourner ces blocages ainsi que de documenter ces pratiques en vue de possibles recours en justice⁹³ et de diffusions d'informations aux niveaux national et international.

2.3 Les coupures d'internet dans les zones de conflit actives

Par le monde, les parties en conflit ont accru leurs attaques contre les services publics essentiels lors d'affrontements ou de guerre, y compris les attaques qui visent les infrastructures de communication. Lors d'un conflit, les coupures d'internet mettent des vies en danger et privent des personnes d'un accès indispensable à certaines informations, au sein comme à la périphérie des zones de conflit. Les acteurs extérieurs ne sont pas en mesure de comprendre ce qui se produit sur le terrain, ce qui entrave les interventions humanitaires internationales comme la collecte de témoignages sur les crimes et les atrocités de guerre commises contre des civils. Pire encore, les coupures d'internet que produit l'endommagement délibéré des systèmes et des infrastructures de télécommunication

et d'internet peuvent isoler les populations touchées pendant des mois et les forcer à tenter de réparer ce qui restera vulnérable aux prochaines coupures.

En 2021, nous avons vu la poursuite de la coupure d'internet dans la région du Tigré en Éthiopie, qui a commencé en novembre 2021, et qui se poursuit encore aujourd'hui, dans un contexte de guerre civile, de crimes contre l'humanité et de purification ethnique.⁹⁴ La coupure a entraîné des conséquences sur les régions voisines d'Amhara et d'Arifan à la suite d'un débordement du conflit dans ces zones. Nous avons aussi rendu compte de coupures d'internet dans les zones de conflit actives de la bande de Gaza au moment où l'armée israélienne a perpétré des bombardements du fait du conflit en cours avec les Palestiniens sur l'occupation de la Palestine ainsi qu'au Myanmar, où l'armée s'est emparé du pouvoir, se battant pour le conserver. En Afghanistan, alors que les Taliban ont progressé dans le renforcement de leur contrôle du pays à la suite du retrait des troupes américaines, ils ont imposé une suppression de toutes les communications dans la province du Panshir, où se trouvaient les chefs de la résistance et où les habitants souffraient de dures pénuries de nourriture, d'eau, de médicaments et d'autres denrées de base.⁹⁵ Les informations recueillies sur les coupures d'internet grâce à notre projet STOP en Azerbaïdjan, en Syrie et au Yémen⁹⁶ au cours des cinq dernières années ont révélé une tendance : **l'infrastructure d'internet devient progressivement une cible militaire lors des conflits actifs.**

Éthiopie : le blackout d'internet dans la région du Tigré accentue l'impact d'une guerre civile brutale

Après qu'un conflit ait éclaté entre les forces de défense éthiopiennes et les forces régionales du Tigré,

⁹⁰ Voir *supra* note 10.

⁹¹ YouTube video (2021). [WEBINAR] #KeepItOn during a shutdown: how to measure, document, and circumvent internet shutdowns. Consulté le 18 février 2022 sur <https://www.youtube.com/watch?v=aFIBrRXKm2E>.

⁹² Access Now (2021). *Internet shutdowns and elections handbook*. Consulté le 18 février 2022 sur <https://www.accessnow.org/internet-shutdowns-and-elections-handbook/>.

⁹³ Paradigm Initiative (2021). *5 NGOs, 4 Journalists Sue Federal Government at ECOWAS Court Over Twitter Ban*. Consulté le 24 mars 2022 sur <https://paradigmhq.org/5-ngos-4-journalists-sue-federal-government-at-ecowas-court-over-twitter-ban/>.

⁹⁴ Amnesty International (2021). *Crimes contre l'humanité et nettoyage ethnique dans le Tigré occidental*. Consulté le 24 mars 2022 sur <https://www.amnesty.org/fr/documents/afr25/5444/2022/fr/>

⁹⁵ Voir *supra* note 21.

⁹⁶ Access Now (2020). *#KeepItOn: As Yemen's war goes online, internet shutdowns and censorship are hurting Yemenis*. Consulté le 23 mars 2022 sur <https://www.accessnow.org/keepiton-as-yemens-war-goes-online-internet-shutdowns-and-censorship-are-hurting-yemenis/>.

nous avons assisté à une série de coupures d'internet qui, affectant les habitants de la région, ont commencé en novembre 2020 et continué pendant tout au long de 2021 jusqu'à aujourd'hui. Le réseau a pu être rétabli dans les régions voisines d'Afar et d'Amhara, qui ont aussi été affectées par le conflit et ont connu des coupures en 2021.⁹⁷



Les coupures d'internet sont en train de créer diverses influences négatives sur les peuples du Tigré en limitant les informations (sur) ce qui se passe autour d'eux. Non seulement cela, mais elles augmentent aussi la crise économique qui lieu au Tigré.



Crédit photo : Peter Machacek

Yosef qui travaille pour un service client en Shire, révèle l'importance de l'impact économique des coupures d'internet, exacerbant la crise dans la région, malmenant financièrement aussi bien les individus que les familles, et rendant le télétravail impossible

Le 20 avril 2021
Tigré, Ethiopie

Il est difficile d'exagérer l'impact dévastateur de ce conflit prolongé et des coupures de télécommunication en cours sur les Éthiopiens vivant dans la région du Tigré, où les parties en guerre ont mis à profit ces coupures pour commettre d'odieux crimes contre l'humanité.⁹⁸ Les travailleurs humanitaires n'ont pas accès aux zones de conflit et ne peuvent pas communiquer entre eux pour fournir les services essentiels tels que nourriture, eau, médicaments et vêtements, laissant les personnes touchées exposées aux maladies et aux famines.⁹⁹ L'ONU estime qu'environ 350 000 personnes étaient au bord de la famine entre mai et juin 2021.¹⁰⁰ Les défenseurs des droits humains, les journalistes et la communauté internationale peinent à obtenir des informations sur le conflit en cours et la crise humanitaire provoquée par celui-ci. Ce manque d'informations créé par les coupures d'internet a aussi facilité la circulation de fausses informations, exposant encore davantage les habitants au danger.¹⁰¹

Comment les coupures d'internet bloquent l'accès à l'assistance

En 2021, Adele Khodr, la représentante de l'UNICEF en Éthiopie, a averti qu'il était urgent que l'approvisionnement en aide puisse atteindre les parties de la région du Tigré qui n'étaient pas accessibles depuis des mois.

« Nous savons qu'il y a 33 000 enfants exposés à de très hauts risques de morbidité et de mortalité, à de graves maladies pouvant conduire à la mort. Il faut atteindre ces enfants aussi rapidement que possible », a-t-elle déclaré. « Cependant, sans téléphone ou internet, tous ces efforts pour apporter de l'aide seront néanmoins entravés ».

⁹⁷ Belay Manaye (@Belay_Ma) Post Twitter à 5 h 03 le 2 janvier 2022. Consulté le 25 mars 2022 sur https://twitter.com/Belay_Ma/status/1477505695117455361.

⁹⁸ Global Voices (2021). *Vicious mass rape of women has become a weapon against the Tigray in Ethiopian war*. Consulté le 22 mars 2022 sur <https://globalvoices.org/2021/07/05/vicious-mass-rape-of-women-has-become-a-weapon-against-the-tigray-in-ethiopian-war/>; BBC News (2021). *Evidence suggests Ethiopian military carried out massacre in Tigray*. Consulté le 22 mars 2022 sur <https://www.bbc.com/news/world-africa-56603022>.

⁹⁹ The Guardian (2021). *Tigray ceasefire: aid workers demand telecoms be restored*. Consulté le 22 mars 2022 sur <https://www.theguardian.com/global-development/2021/jul/02/tigray-ceasefire-aid-workers-demand-telecoms-be-restored>.

¹⁰⁰ IPC Portal (2021). *Ethiopia: Famine Review Committee confirms very high levels of acute food insecurity and Risk of Famine in Tigray*. Consulté le 22 mars 2022 sur <https://www.ipcinfo.org/ipcinfo-website/alerts-archive/issue-42/en/>.

¹⁰¹ Addis Zeybe (2021). *Does social media intensify the conflict in Northern Ethiopia?* Consulté le 25 mars 2022 sur <https://addiszeybe.com/featured/politics/currentaffairs/analysis/does-social-media-intensify-the-conflict-in-northern-ethiopia>.

« Si nous n'avons pas d'équipements de télécommunication, nous ne pouvons pas envoyer des personnes sur le terrain et garantir leur sécurité. C'est aussi simple que cela », a-t-elle indiqué.¹⁰²

Quand Facebook devient une arme

Alors que les habitants du Tigré n'avaient plus accès à internet à la fin de 2021, le conflit s'est intensifié, notamment en ligne où les plateformes de réseaux sociaux ont été mises à profit pour inciter à la violence ethnique et à la haine contre des groupes impliqués dans le conflit. Le Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed a employé des propos haineux sur Facebook afin d'inciter aux violences contre les rebelles du Tigré.¹⁰³ Le message d'Ahmed a influencé d'autres membres du gouvernement qui ont utilisé le même type de langage pour parler des attaques contre les habitants du Tigré.¹⁰⁴ Cette escalade verbale s'inscrit dans une histoire trouble de discours de haine propagés en ligne tant par de hauts-responsables du gouvernement éthiopiens que par les groupes rebelles armés dans le pays et leurs défenseurs au sein de la diaspora.¹⁰⁵

Ces appels à la violence, puissants et dangereux, diffusés sur Facebook ont provoqué l'indignation publique et certains activistes ont appelé la société mère Meta à améliorer son approche de la modération de contenus dans le contexte des tensions et du conflit

en Éthiopie. L'incapacité de Meta à réduire ou à réagir efficacement¹⁰⁶ à des discours décrits comme des incitations au génocide s'est révélée encore plus grave lorsque la lanceuse d'alerte Frances Haugen a fait fuiter des documents prouvant que Meta était au courant du fait que sa plateforme était utilisée pour inciter à la violence mais avait fait très peu pour prévenir cette dérive.¹⁰⁷ En 2021, Meta a pris des mesures tardives pour supprimer certains contenus incitant à la violence.¹⁰⁸ Il est clair toutefois que Meta et d'autres plateformes en ligne doivent encore trouver des solutions efficaces pour répondre à l'enjeu que pose la transformation de leurs services en arme.

Attaque israélienne sur la bande de Gaza

En mai 2021, l'armée israélienne a bombardé, détruit ou endommagé des infrastructures de télécommunication, provoquant des coupures de réseau partielles ou générales dans la bande de Gaza. Les bombardements ont aussi causé des pannes d'électricité qui ont réduit encore plus la connectivité. Le 12 mai, un bombardement a visé la tour Al-Jawahra, touchant les infrastructures de télécommunication hébergées dans le bâtiment. Le 15 mai, les frappes ont détruit la tour Al-Jalaa,¹⁰⁹ où se trouvent les bureaux de certains fournisseurs de service et médias comme Associated Press et Al Jazeera. Fusion, une entreprise de télécommunication locale, a annoncé une perturbation de ses services en raison des bombardements du 12, 14 et 18 mai.¹¹⁰ Cette destruction a étouffé les voix des Palestiniens. Lorsque ceux-ci furent en mesure de se reconnecter, les grands plateformes telles que

¹⁰² Voir *supra* note 99.

¹⁰³ Abiy Ahmed Ali. Post Facebook le 18 juillet 2021. Consulté le 24 2022 sur <https://web.facebook.com/112704996810839/posts/573861097361891/>.

¹⁰⁴ Rest of World (2021). *Why Facebook keeps failing in Ethiopia*. Consulté le 23 mars 2022 sur <https://restofworld.org/2021/why-facebook-keeps-failing-in-ethiopia/>.

¹⁰⁵ *Ibid.*

¹⁰⁶ *Ibid.*

¹⁰⁷ CNN (2021). *Facebook knew it was being used to incite violence in Ethiopia. It did little to stop the spread, documents show*. Consulté le 25 mars 2022 sur <https://edition.cnn.com/2021/10/25/business/ethiopia-violence-facebook-papers-cmd-intl/index.html>.

¹⁰⁸ BBC News (2021). *Facebook deletes Ethiopia PM's post that urged citizens to 'bury' rebels*. Consulté le 24 mars 2022 sur <https://www.bbc.com/news/world-africa-59154984>.

¹⁰⁹ SMEX (2021). *Israeli Airstrikes Destroyed Internet Infrastructure In Gaza* [Report]. Consulté le 28 février 2022 à partir de <https://smex.org/israeli-airstrikes-destroyed-internet-infrastructure-in-gaza-report/>; Internet Outage Alerts (@gatech_ioda). Post Twitter à 15 h 59 le 16 mai 2021. Consulté le 28 février 2022 sur https://twitter.com/caida_ioda/status/1393959216595959810.

¹¹⁰ Fusion Internet and Communications Services (@FusionGaza). Post Facebook du 12 mai 2021. Consulté le 23 février 2022 sur <https://web.facebook.com/FusionGaza/posts/4399068443459303>.

Facebook et Instagram ont supprimé leurs publications et fermé leurs comptes du fait de politiques et d'algorithmes biaisés qui les ont effectivement, si ce n'est intentionnellement, censurés.¹¹¹

Le coup d'état numérique en cours de l'armée du Myanmar

Le 1er février, lorsque l'armée a mené un coup d'état au Myanmar, la junte militaire a bloqué accès aux multiples canaux de communication pendant une demi-journée, à travers le pays, pour tenter apparemment de garder sous contrôle la diffusion d'informations sur le coup d'état et faciliter les arrestations de membres proéminents de l'opposition politique et de la société civile.¹¹² Elle a notamment coupé l'accès à internet, aux réseaux de téléphonie mobile, aux stations de radio et aux chaînes de télévision - sauf pour la chaîne Myawaddy qui appartient à l'armée.¹¹³ Le 4 février, l'armée a remis en service l'accès mobile à la 4G dans certaines villes de l'État du Rakhine, dans lequel internet ne fonctionnait plus depuis longtemps afin d'empêcher que n'y soient connus les abus des droits humains - à priori pour détourner l'attention du coup d'État. Les coupures ont repris les 6 et 7 février lorsque la junte a bloqué l'accès au réseau dans tout le pays pour la deuxième fois pendant 30 heures environ, empêchant les citoyens d'obtenir des informations sur les événements en cours. Les autorités militaires ont provoqué une nouvelle coupure au niveau national le 15 février, qui a touché la connexion fibre, wifi et les réseaux de téléphonie mobile. Après quoi, la junte a imposé des coupures nocturnes de type « couvre-feu » entre 1 h et 9 h du matin, heure locale. Ces perturbations nocturnes se sont poursuivies jusqu'au 28 avril. En outre, le 15 mars, la junte a coupé les services internet mobiles,

une mesure qui a eu de profonds impacts étant donné que la majorité des utilisateurs d'internet au Myanmar utilisent leur portable pour avoir accès au réseau. Le 1er avril, le ministère des Transports et des Communications a également donné l'ordre aux fournisseurs d'accès de suspendre également les services à large bande sans fil,¹¹⁴ augmentant encore le contrôle de l'internet par l'armée. Deux mois et demi seront alors nécessaires pour que la junte autorise le rétablissement des connexions par fibre optique et par câble, et même alors, elle le fait à travers une liste d'autorisations destinées à des organisations, des entreprises et des individus spécifiques pour qui la connexion à internet devait demeurer ininterrompue.¹¹⁵ Une liste d'autorisations va à l'encontre du concept même d'un réseau internet ouvert et libre d'accès, faisant des blocages la norme et l'accès, une exception d'une manière discriminatoire qui renforce les inégalités, en particulier dans le contexte d'un coup d'état et d'une crise humanitaire.

Alors que l'armée a progressivement rétabli l'accès à internet à travers le pays en 2021, elle continue encore aujourd'hui d'imposer des coupures de réseau au niveau régional, en particulier dans les endroits où existent des mouvements de résistance contre elle.¹¹⁶ Ces coupures sont une tentative évidente pour masquer des violations graves des droits humains, y compris ceux qui pourraient constituer des crimes devant la justice internationale.¹¹⁷ De plus, la junte a procédé à l'interdiction de certains sites web, y compris des plateformes de messagerie et de réseaux sociaux, forçant les habitants du Myanmar à utiliser les VPN pour y avoir accès. Si la junte force l'adoption d'un ancien projet de loi sur la cybersécurité, l'utilisation des VPN sera considérée alors comme un délit criminel.¹¹⁸

¹¹¹ The Washington Post (2021). *Facebook's AI treats Palestinian activists like it treats American Black activists. It blocks them.* Consulté le 23 février 2022 sur <https://www.washingtonpost.com/technology/2021/05/28/facebook-palestinian-censorship/>.

¹¹² Voir *supra* note 20.

¹¹³ Radio Free Asia (2021). *News Stations Still Closed in Myanmar, Some Other Channels Reopen.* Consulté le 18 février 2022 sur <https://www.rfa.org/english/news/myanmar/stations-02022021181731.html>.

¹¹⁴ Reuters (2021). *Myanmar orders wireless internet shutdown until further notice: telecoms sources.* Consulté le 16 avril 2022 sur <https://www.reuters.com/article/us-myanmar-politics-internet/myanmar-orders-wireless-internet-shutdown-until-further-notice-telecoms-sources-idUSKBN2BO5H2>.

¹¹⁵ Access Now (2021). *#KeepItOn: Immediately reinstate internet access for all in Myanmar.* Consulté le 23 février 2022 sur https://www.accessnow.org/cms/assets/uploads/2021/05/KeepItOn_-_Immediately-reinstate-internet-access-for-all-in-Myanmar_31-May-2021.pdf.

¹¹⁶ VOA (2021). *In Post-Coup Myanmar, Citizens Fight to Get Online.* Consulté le 22 février 2022 sur <https://www.voanews.com/a/myanmar-citizens-fight-to-get-online/6250855.html>.

¹¹⁷ BBC News (2022). *Myanmar Rohingya violence is genocide, US says.* Consulté le 28 mars 2022 sur <https://www.bbc.com/news/world-asia-60820215>.

¹¹⁸ Access Now (2022). *Analysis: the Myanmar junta's Cybersecurity Law would be a disaster for human rights.* Consulté le 27 janvier 2022 sur <https://www.accessnow.org/analysis-myanmar-cybersecurity-law/>.

2.4 Les coupures d'internet pendant les examens

Au cours des cinq dernières années, certains pays ont imposé des coupures d'internet afin de prévenir toute tricherie lors d'examens scolaires, notamment en Algérie, au Bangladesh, en Éthiopie,¹¹⁹ en Inde, en Iran, en Irak, en Jordanie, en Mauritanie,¹²⁰ au Soudan et en Syrie. En dépit de l'impact négatif clairement établi des coupures d'internet, un certain nombre de pays dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord s'entêtent à mettre en œuvre de telles perturbations d'année en année, notamment en 2021.

L'**Algérie** arrive en tête des responsables de coupures d'internet dans le cadre des examens depuis 2016 et l'année 2021 n'y fait pas exception. Au mois de juin, les autorités ont coupé internet entre 8h00 et midi, heure locale, au moment où 731 000 étudiants passaient leur premier examen national. Ces perturbations ont continué tout au long de la journée,¹²¹ alternant entre des interruptions totales lors des sessions d'examen, et de forts ralentissements de service entre les sessions, soit au moment du déjeuner ou pendant la nuit. Par suite, des millions de personnes en Algérie ont été affectées, en particulier celles dont le travail et la survie dépendent des réseaux sociaux et d'internet.¹²² Au cours de la seule année de 2020, l'Algérie a perdu quelques 388 millions de dollars du fait de coupures d'internet liées à des examens.¹²³ Les experts

algériens estiment les pertes économiques à environ 500 millions de dinars algériens pour chaque heure de coupure d'internet dans le pays.¹²⁴ Les coupures se réitérent en dépit de la déclaration du Président Abdelmadjid Tebboune à la télévision promettant de « ne plus tolérer » cette pratique.¹²⁵

En 2021, la **Syrie** est restée fidèle à son habitude de couper internet lors d'examens nationaux comme elle le fait de façon extrêmement régulière depuis 2016.¹²⁶

En 2020, le **Soudan** a connu des perturbations des services internet pendant trois heures alors que se déroulaient les examens nationaux.¹²⁷ En 2021, le procureur de la République a de nouveau donné l'ordre aux fournisseurs d'accès de bloquer les connexions à internet mobile au moment de ces examens.¹²⁸

Les gouvernements qui imposent ces perturbations en justifient l'usage en les décrivant comme des mesures de prévention contre les tricheries ou la diffusion d'énoncés d'examens par les étudiants. Cependant, même si cette mesure avait véritablement de tels effets, les coupures d'internet sont disproportionnées par rapport au résultat visé. Empêcher les tricheries ne devrait pas nuire au respect des droits humains.

¹¹⁹ The Guardian (2017). *Ethiopia turns off internet nationwide as students sit exams*. Consulté le 21 avril 2022 sur <https://www.theguardian.com/technology/2017/may/31/ethiopia-turns-off-internet-students-sit-exams>.

¹²⁰ Ifex (2019). *Mauritanian government authorises disruption of internet services and blocks social media platforms*. Consulté le 21 avril 2022 sur <https://ifex.org/mauritanian-government-authorises-disruption-of-internet-services-and-blocks-social-media-platforms/>.

¹²¹ Ali Sibai (@alisibai). Post Twitter à 16 h 47 le 21 juin 2021. Consulté le 22 février 2022 sur <https://twitter.com/alisibai/status/1407017281922682901>.

¹²² Echoroukonline.com (2021). *Millions of Algerians are out of work because of the baccalaureate*. Consulté le 22 février 2022 sur <https://www.echoroukonline.com/%D9%85%D9%84%D8%A7%D9%8A%D9%8A%D9%86-%D8%A7%D9%84%D8%AC%D8%B2%D8%A7%D8%A6%D8%B1%D9%8A%D9%8A%D9%86-%D8%A8%D9%84%D8%A7-%D8%B9%D9%85%D9%84-%D8%A8%D8%B3%D8%A8%D8%A8-%D8%A7%D9%84%D8%A8%D9%83%D8%A7%D9%84>.

¹²³ Digital Watch Observatory (2020). *Internet restriction during exam in Algeria cost nearly US\$388 million*. Consulté le 22 février 2022 sur <https://dig.watch/updates/internet-restriction-during-exam-algeria-cost-nearly-us388-million>.

¹²⁴ Access Now (2021). *Internet shutdowns during exams: when MENA governments fail the test*. Consulté le 23 février 2022 sur <https://www.accessnow.org/mena-internet-shutdowns-during-exams/>.

¹²⁵ Vidéo YouTube (2020). Consulté le 23 février 2022 sur <https://www.youtube.com/watch?v=a7Oxp6aKiQw>.

¹²⁶ Dyn Research (2016). Consulté le 22 février 2022 sur <https://web.archive.org/web/20160815064635/http://research.dyn.com/2016/08/syria-goes-to-extremes-to-foil-cheaters/>.

¹²⁷ Access Now (2020). *Internet shutdowns in Algeria and Sudan: damaging practices during exceptional circumstances*. Consulté le 23 février 2022 sur <https://www.accessnow.org/internet-shutdowns-in-algeria-and-sudan-damaging-practices-during-exceptional-circumstances/>.

¹²⁸ Sudanesehome.net (2021). *Directive from the Attorney General to stop internet service starting tomorrow*. Consulté le 23 février 2022 sur <https://sudanesehome.net/>.

III. Tendances et développements notables en 2021

3.1 Des coupures prolongées

Les quatre coupures les plus longues enregistrées en 2021 ▼

2026 jours 12/06/2016 – 12/28/2021
Zones tribales sous administration fédérale (FATA) Pakistan

593 jours 22/06/2019 – 03/01/2021
Etat d'Arakan – Myanmar

551 jours 8/5/2019 – 2/5/2021
Jammu et Kashmir – Inde

539 jours 04/11/2020 – Toujours en cours
Tigré – Ethiopie

A la mi-2021, nous avons déjà réuni les preuves de l'accentuation d'une tendance profondément nuisible : certains gouvernements continuent à imposer des coupures prolongées, aggravant encore davantage l'impact dévastateur qu'elles ont sur l'existence des gens.¹²⁹ Au Pakistan, dans les zones tribales sous administration fédérale (FATA), l'autorité des télécommunications a limité l'accès au réseau mobile à la suite du conflit à sa frontière avec l'Afghanistan en juin 2016. Internet n'y a été pleinement rétabli qu'en décembre 2021, ralentissant le développement économique et éducatif

de plusieurs décennies pour les personnes vivant dans cette zone déjà isolée.¹³⁰ En Inde, dans la région du Jammu-et-Cachemire, les habitants ont dû subir la plus longue coupure jamais enregistrée selon nos informations. Mais les autorités ne se sont pas contentées de cela. Elles n'ont cessé d'imposer des coupures de façon intermittente, dont nous avons pu confirmer un nombre total de **85** pour l'année 2021 — compromettant, de façon presque constante, les possibilités d'accès de la population. De même, en Éthiopie, la région du Tigré ne dispose plus de réseau depuis novembre 2020 : soit depuis **18** mois à ce jour. Au Myanmar, les habitants des communes de l'État de Rahkine — dont une majorité est issue de groupes ethniques marginalisés — ont connu de longues coupures depuis 2019, ainsi que nous en avons fait état dans notre rapport de 2020.¹³¹ Alors qu'internet venait d'être rétabli pour eux, l'intégralité du pays a été déconnectée en raison du coup d'état militaire.¹³²

3.2 Augmentation de l'usage des coupures mobile pendant les manifestations

En 2021, **18** gouvernements, notamment ceux du Pakistan, du Burkina Faso, du Tchad, de Cuba, de l'Eswatini, de l'Inde, de l'Indonésie, de l'Iran, de l'Irak, de la Jordanie, du Kazakhstan, du Myanmar, du Pakistan, du Sénégal, du Soudan du Sud, du Soudan, du Turkménistan et de l'Ouganda, ont imposé des coupures d'internet mobile lors de manifestations. Couper l'accès au réseau mobile afin de limiter les manifestations est une tendance croissante à l'échelle mondiale et au moins **37** coupures ont touché, en 2021, les services d'accès mobile lors de manifestations en comparaison avec **15** l'année précédente. Alors que de plus en plus de personnes utilisent leur

¹²⁹ Access Now (2021). #KeptOn update: who is shutting down the internet in 2021? Consulté le 23 février 2022 sur <https://www.accessnow.org/who-is-shutting-down-the-internet-in-2021/>.

¹³⁰ Digital Rights Monitor (2021). Mobile Internet Restored in Former FATA's Kurram Agency. Consulté le 20 avril 2022 sur <https://www.digitalrightsmonitor.pk/mobile-internet-restored-in-former-fatas-kurram-agency/>.

¹³¹ Access Now (2020). Shattered dreams and lost opportunities: A year in the fight to #KeptOn. Consulté le 20 avril 2022 sur <https://www.accessnow.org/keepiton-2020-report>.

¹³² The Irrawaddy (2021). Mobile Internet Connectivity Restored to Western Myanmar. Consulté le 25 mars 2022 sur <https://www.irrawaddy.com/news/burma/mobile-internet-connectivity-restored-western-myanmar.html#>.

téléphone portable pour se connecter à internet et aux plateformes numériques dans le monde, en particulier dans les pays en voie de développement et les économies émergentes,¹³³ les acteurs étatiques ont compris que bloquer l'accès au web par mobile était un moyen efficace de faire taire les gens sans avoir nécessairement besoin de restreindre l'accès pour l'ensemble du pays. Cette tactique est particulièrement discriminatoire et nuisible. Alors que les personnes qui ont le choix et les moyens de disposer d'autres options, tel qu'un accès câblé, peuvent rester connectées, les personnes et les communautés ne disposant pas de tels privilèges se retrouvent exclues et déconnectées. Ceci élargit le fossé numérique entre les privilégiés, tels que les responsables politiques, les établissements bancaires et les élites, et le reste des gens. Les autorités peuvent aussi viser les services sur mobile dans le but de faire taire leurs détracteurs, qui peuvent sinon trouver et disséminer des informations, et se connecter les uns aux autres afin de s'organiser en employant certaines applications ou plateformes sur mobile, telles les applications des réseaux sociaux, les messageries sécurisées ou les VPN.

3.3 Les blocages ciblés des plateformes de communication

La réponse des autorités aux critiques citoyennes et à la dissidence tend de plus en plus à consister à bloquer certaines plateformes de communication. Certains gouvernements sont même allés plus loin, bloquant l'accès aux VPN qui permettent de contourner la censure.¹³⁴ Nos données montrent que des perturbations de service se sont produites dans **22** pays en 2021. Ceux-ci incluent le Bangladesh, la Chine, le Cuba, l'Esuatini, l'Éthiopie, l'Inde, l'Iran, la Jordanie, le Kazakhstan, le Myanmar, le Nigéria, Oman, le Pakistan, la Russie, le Sénégal, le Soudan du Sud, le Soudan, le Tadjikistan, le Turkménistan, l'Ouganda, l'Ouzbékistan et la Zambie.

Au **Myanmar**, par exemple, l'armée a contraint les fournisseurs de services à bloquer Twitter, l'une des mesures de son coup d'état numérique. Le blocage a été réalisé de telle façon qu'en a résulté ce que l'on

Coupages de réseaux vs restrictions de services ▼



- Tout le réseau : 153
- Tout le réseau, en fonction des services : 7
- Selon les services : 22



- Tout le réseau : 131
- Tout le réseau, en fonction des services : 11
- Selon les services : 17

appelle un « empoisonnement de domaine », ce qui signifie que d'autres sites et services sans rapport en ont subi l'impact aussi loin que l'ouest de l'Inde.¹³⁵

La **Russie** a ralenti l'accès à Twitter dans le cadre de ses attaques de plus en plus accrues contre la liberté d'expression après que la plateforme a refusé de retirer un contenu que les autorités avaient jugé illégal. Comme nous l'avons souligné plus haut, cette limitation a eu pour conséquence de ralentir l'accès à plus de 40 000 autres sites dont les noms contenaient t.co (le nom de domaine raccourci de Twitter), dont les sites web d'agences gouvernementales en Russie et des plateformes comme Google et Yandex.¹³⁶

¹³³ Pew Research Center's Global Attitudes Project (2020). *Communications Technology in Emerging and Developing Nations*. Consulté le 21 mars 2022 sur <https://www.pewresearch.org/global/2015/03/19/1-communications-technology-in-emerging-and-developing-nations/>.

¹³⁴ Voir, e.g., Radio Free Europe Radio Liberty (2021). *VPNs Are Not A-OK: Turkmen Internet Users Forced to Swear On Koran They Won't Use Them*. Consulté le 20 avril 2022 sur <https://www.rferl.org/a/turkmenistan-vpn-koran-ban/31402718.html>.

¹³⁵ Doug Madory (@DougMadory). Post Twitter à 19 h 40 le 5 février 2021. Consulté le 19 avril 2022 sur <https://twitter.com/DougMadory/status/1357776166820728840>.

¹³⁶ TechCrunch (2021). *Russia is trying to throttle Twitter*. Consulté le 23 mars 2022 sur <https://techcrunch.com/2021/03/10/russia-is-trying-to-throttle-twitter/>.

Au **Pakistan**, les autorités ont coupé l'accès à plusieurs plateformes importantes de réseaux sociaux comme Facebook, Twitter et TikTok, en anticipation de manifestations anti-gouvernementales.¹³⁷

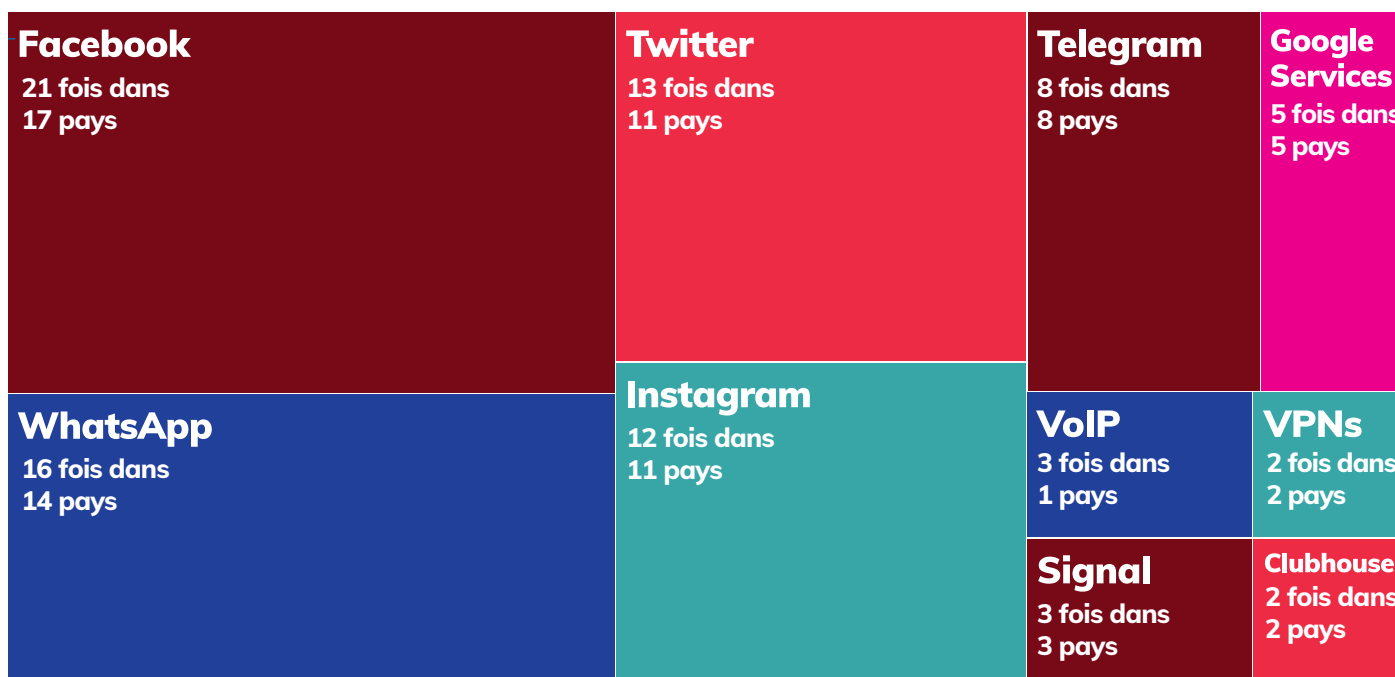
En **Iran**, lorsque les internautes sont passés de WhatsApp à la messagerie sécurisée Signal pour plus de confidentialité et pour échapper à la surveillance, les autorités ont bloqué celle-ci. Elles ont aussi exigé son retrait de Cafe Bazaar, la version iranienne de Google Play, et de Myket, un autre app store local.¹³⁸ Signal n'est que l'une des plateformes auxquelles le gouvernement iranien s'est déjà pris ; ayant déjà bloqué Facebook, Twitter, YouTube et Telegram. Signal avait été bloqué de façon intermittente en 2016 et 2017.

De même, en **Chine**, Signal a rejoint la longue liste des plateformes numériques bloquées pour une durée indéterminée par les autorités en mars 2021 après

qu'elles ont constaté un accroissement du nombre de téléchargements de l'application.¹³⁹

Une autre cible des blocages a été Clubhouse, une application de chat audio que les gens utilisent pour les débats en ligne. En mars 2021, les autorités en **Jordanie** l'ont bloquée ;¹⁴⁰ les journalistes, activistes et d'autres ont dû migrer vers des plateformes alternatives afin de dénoncer le blocage comme un abus flagrant de la liberté d'expression et de la liberté d'accès à l'information. Le journaliste jordanien Basil Alrafaih s'est exprimé sur Facebook, estimant que « une autorité qui a peur de parler et qui oppresse son peuple sur le terrain et dans l'espace virtuel ne peut pas faire face à une pandémie ». ¹⁴¹ À **Oman**, les Services de sécurité intérieure ont donné l'ordre à l'Autorité de régulation des télécommunications de bloquer Clubhouse, invoquant l'absence de permis pour opérer dans le pays.¹⁴² Par suite, des protestations ont été déclenchées sur Twitter

Blocages de plateformes de communications en 2021 ▾



¹³⁷ TechCrunch (2021). *Pakistan temporarily blocks social media*. Consulté le 23 février 2022 sur <https://techcrunch.com/2021/04/16/pakistan-temporarily-blocks-social-media/>.

¹³⁸ Al Jazeera (2021). *Iran blocks Signal messaging app after WhatsApp exodus*. Consulté le 23 février 2022 sur <https://www.aljazeera.com/news/2021/1/26/iran-blocks-signal-messaging-app-after-whatsapp-exodus>.

¹³⁹ Reuters (2021). *Encrypted messaging app Signal stops working in China*. Consulté le 19 avril 2022 sur <https://www.reuters.com/article/us-china-tech-signal/encrypted-messaging-app-signal-stops-working-in-china-idUSKBN2B8094>.

¹⁴⁰ Jordan Open-Source Association (2021). *Blocking Clubhouse in Jordan: A Quick Analysis of Internet Censorship Methods in Use*. Consulté le 24 mars 2022 sur <https://jordanopensource.org/blog/78/blocking-clubhouse-in-jordan-a-quick-analysis-of-internet-censorship-methods-in-use>.

¹⁴¹ RoyaNews (2021). *Jordan blocks Clubhouse application*. Consulté le 24 mars 2022 sur <https://en.royanews.tv/news/26508/2021-03-25>.

¹⁴² Access Now (2021). *Omani authorities block Clubhouse app*. Consulté le 24 mars 2022 sur <https://www.accessnow.org/clubhouse/>.

avec l'hashtag #Oman_bans_club_house.

Mais sans doute l'exemple le plus révélateur de la tendance enregistrée en 2021 est celui du blocage de Twitter par le **Nigéria**. Après que Twitter a supprimé un tweet du Président nigérian Muhammadu Buhari menaçant de génocide les citoyens nigériens du sud, le gouvernement a bloqué la plateforme pendant sept longs mois.¹⁴³ Cette mesure fut condamnée largement au Nigéria et dans le monde, de nombreuses personnes, qu'elles soient dans le pays ou ailleurs, utilisant l'hashtag #KeepItOn pour pointer le blocage. Les autorités ont tenté d'empêcher les Nigériens de contourner le blocage en les menaçant de les traduire en justice. En réaction, des groupes de la société civile se sont mobilisés pour porter plainte contre le blocage devant la Cour de justice de la CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest), une affaire qui est toujours en attente de jugement.¹⁴⁴

3.4 Les progrès technologiques : combinaisons du ralentissement, du blocage et des coupures de réseau

En 2021, nous avons identifié **10** situations de ralentissement (*throttling*) dont **cinq** ont eu lieu de façon simultanée ou conjointe avec un autre type de coupure. Le ralentissement consiste à forcer la restriction, sans l'arrêter totalement, du flux de données qui circule dans un réseau de communication. Ceci donne l'impression que l'accès à internet est possible ou qu'une plateforme ou un service est disponible, mais le niveau d'interférence est assez élevé pour rendre le service ou la ressource inopérants. Certains pays qui ont imposé des coupures, tels la Jordanie, la Russie et l'Ouganda, ont employé ce ralentissement en conjonction avec d'autres restrictions de service, ce qui a eu pour effet d'allonger la période de coupure. Une telle combinaison d'interventions technologiques dans le but de perturber les commu-

nications empêche d'accéder aux informations ou de partager des vidéos ou des images d'abus des droits humains. Les autres gouvernements qui ont pratiqué des ralentissements d'accès sont l'Algérie, l'Inde, l'Iran, l'Irak et le Myanmar.

À noter : Dans de nombreuses régions du monde, du fait de la mauvaise infrastructure de flux, il peut être difficile de faire la différence entre un ralentissement délibéré et une connexion internet lente au départ. Le « throttling » peut donc être un moyen de « masquer » une coupure d'internet volontaire. Ceci peut être une raison pour laquelle de nombreux gouvernements ont recours à cette pratique : elle peut passer pour un problème technique ou une panne d'infrastructure même si la véritable raison en est une volonté de réprimer une manifestation ou d'interférer avec les élections.

3.5 Les coupures ciblant des lieux et des populations spécifiques

Au cours des cinq dernières années, nous avons constaté que les gouvernements visent, lors des coupures, des régions ou des zones particulières, et ont même tenté, plus récemment, de refuser l'accès à internet à des individus en particulier.¹⁴⁵ En 2021, **118** des **182** coupures imposées au total par des gouvernements n'ont affecté qu'un seul endroit ou des endroits situés au sein du même état ou de la même province. S'il peut sembler qu'une coupure plus ciblée soit moins néfaste, elle traduit souvent la volonté d'un gouvernement de faire taire un groupe spécifique, ce qui a pour conséquence de marginaliser encore davantage des communautés déjà vulnérables.¹⁴⁶ Ces coupures ciblées ont également tendance à durer plus longtemps et ont un effet dévastateur sur le respect des droits humains de ceux et celles qui se retrouvent coupés les uns des autres de même que du reste du monde.

¹⁴³ Access Now (2021). *Blocking access to Twitter in Nigeria is a flagrant violation of fundamental rights*. Consulté le 23 février 2022 sur <https://www.accessnow.org/nigeria-blocks-twitter-keepiton/>.

¹⁴⁴ Media Rights Agenda (2021). *ECOWAS Court Dismisses Nigerian Government's Motion to Strike out Suits over Twitter Ban, Sets May 10 for Judgment*. Consulté le 23 février 2022 sur <https://mediarightsagenda.org/ecowas-court-dismisses-nigerian-governments-motion-to-strike-out-suits-over-twitter-ban-sets-may-10-for-judgment/>.

¹⁴⁵ Voir *supra* note 46.

¹⁴⁶ Media Matters for Democracy (2021). *Feminist Case Studies on the - Digital Rights Monitor*. Consulté le 20 avril 2022 sur <https://www.digitalrightsmonitor.pk/wp-content/uploads/2021/01/Women-Disconnected-Gender-Digital-Divide-in-Pakistan.pdf>; PRIF BLOG (2022). *Internet Shutdowns in Ethiopia: The Weapon of Choice*. Consulté le 20 avril 2022 sur <https://blog.prif.org/2022/03/11/internet-shutdowns-in-ethiopia-the-weapon-of-choice/>.

IV. La lutte continue en 2021 : défis et opportunités

Les coupures d'internet se passent car les gouvernements veulent contrôler le flux d'informations en ligne quelles qu'en soient les conséquences pour leurs citoyens, leurs économies et la réputation du pays dans le monde. Ce besoin de contrôle s'est traduit par une utilisation accrue des perturbations du réseau, même si de plus en plus d'acteurs sont mobilisés au niveau mondial pour faire cesser ces coupures. Nous présentons ci-dessous certaines des avancées réalisées en 2021 en dépit de l'accroissement et de l'élargissement des perturbations.

4.1 Des progrès au niveau international

Les déclarations du G7 condamnent les coupures d'internet : En mai 2021, les participants à la Réunion des ministres des Affaires étrangères et du Développement du G7 ont publié un communiqué condamnant « les agissements de certains États qui perturbent délibérément l'accès de leur propre population aux informations, aux connaissances et aux données en ligne, ou leur diffusion par la population ». ¹⁴⁷ Les chefs d'État y ont fait écho dans leur propre communiqué, ¹⁴⁸ déclarant : « Nous affirmons également notre opposition aux mesures susceptibles de porter atteinte à ces valeurs démocratiques, comme les fermetures d'internet et les restrictions liées aux réseaux imposées par les gouvernements ». Il faut noter que ce communiqué a adopté la définition d'une coupure d'internet qu'utilisent Access Now et de nombreux membres de la coalition #KeepItOn, ce qui reflète une certaine familiarité avec notre campagne et nos objectifs ainsi que notre présence à des événements préparatoires du sommet du G7 en 2021.

Un expert de l'ONU sur les droit à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association définit le chemin à suivre pour mettre fin aux coupures d'internet : Le Rapporteur spécial Clément Nyaletossi Voule a présenté son rapport intitulé *Ending Internet shutdowns: a path forward (Mettre fin aux coupures d'Internet : un chemin pour l'avenir)* lors de la 47^{ème} session du Conseil des droits de l'homme en juin 2021 afin de faire suite à un rapport de 2019 sur le droit à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association. ¹⁴⁹ Le Rapporteur spécial y cite Access Now et le travail de la coalition #KeepItOn, ¹⁵⁰ soulignant « l'ampleur et la sévérité des coupures d'internet utilisées comme moyen de suppression du droit à la liberté de réunion pacifique ». Il y propose également une série de recommandations destinées aux acteurs étatiques, aux entreprises, aux investisseurs ainsi qu'aux organisations internationales afin d'inverser cette tendance meurtrière. ¹⁵¹

Une résolution de l'ONU condamne les coupures d'internet et demande un compte-rendu sur les perturbations : En adoptant une nouvelle version de la résolution sur « la promotion, la protection et l'exercice des droits de l'homme sur internet » (A/HCR/RES/47/16) en juillet 2021, ¹⁵² le Conseil des droits de l'homme de l'ONU a condamné les coupures d'internet et demandé un rapport sur « la tendance observée à couper l'accès à internet en analysant les causes des coupures, leurs implications juridiques et leurs conséquences sur un ensemble de droits de l'homme, notamment les droits économiques, sociaux et culturels ». Access Now et ses partenaires ont mené campagne pour l'adoption de cette résolution et ont apporté des preuves et des analyses pour le rapport. ¹⁵³

¹⁴⁷ Access Now (2021). *G7 leaders decry internet shutdowns but leave personal data up for grabs*. Consulté le 25 mars 2022 à partir de <https://www.accessnow.org/g7-internet-shutdowns-personal-data/>.

¹⁴⁸ G7UK.org (2021). *Carbis Bay G7 Summit Communiqué*. Consulté le 25 mars 2022 à partir de <https://www.g7uk.org/wp-content/uploads/2021/06/Carbis-Bay-G7-Summit-Communique-PDF-430KB-25-pages-5.pdf>.

¹⁴⁹ Nations Unies (2021). *Ending Internet shutdowns: a path forward*. Genève, Conseil des droits de l'homme. Consulté le 25 mars 2022 à partir de <https://undocs.org/A/HRC/47/24/Add.2>.

¹⁵⁰ Voir *supra* note 131.

¹⁵¹ Pour plus d'informations, voir Access Now (2021). *U.N. propels internet shutdowns into the spotlight, calls on key stakeholders to act*. Consulté le 25 mars 2022 à partir de <https://www.accessnow.org/un-internet-shutdowns/>.

¹⁵² Nations Unies (2021). *La promotion, la protection et l'exercice des droits de l'homme sur Internet : résolution*. Consulté le 25 mars 2022 à partir de <https://digitallibrary.un.org/record/3937534?ln=en>.

¹⁵³ Access Now a créé une liste de tels rapports sur "Relevant-to-KIO", liste qui est mise à jour et dont l'accès est libre sur le lien suivant : <https://accessnow.org/relevant-to-keepiton>.

Un forum mondial multipartite a mis en place une équipe spéciale internationale sur les coupures d'internet :

En décembre 2021, lors de la conférence de la Freedom Online Coalition (FOC), Access Now, le Département d'état américain et l'initiative Global Network ont lancé la nouvelle Équipe spéciale FOC sur les coupures d'internet.¹⁵⁴ Lors de ce lancement, les participants ont souligné la responsabilité de FOC dans la défense de la liberté sur internet tout comme l'importance de « partager et développer des ressources, de publier des déclarations ciblées ainsi que de créer et d'exploiter des réseaux de communication fiables entre toutes les parties prenantes afin de faciliter les collaboration ». ¹⁵⁵

4.2 Les progrès des procédures judiciaires contre les coupures d'internet

Le défi posé par l'accroissement des coupures d'internet en Afrique en 2021 a fourni l'opportunité de lutter légalement contre ces perturbations, de créer des précédents juridiques et d'établir une jurisprudence – un cadeau pour les activistes de la société civile, les défenseurs des droits humains et autres parties prenantes du monde.

Nous avons recensé d'importantes contestations juridiques au Nigéria, au Soudan et en Zambie.

Nigéria : Après que Twitter a supprimé un tweet du Président nigérian Muhammadu Buhari, le gouvernement a bloqué la plateforme.¹⁵⁶ Les organisations de la société civile dont SERAP (Socio-Economic Rights and Accountability Project) ont porté plainte auprès de la Cour de justice de la CEDEAO. Les organisations internationales Access Now, la Fondation Electronic Frontier et l'Association Open Net ont soutenu la plainte du SERAP¹⁵⁷ par un mémoire *d'amicus curiæ* conjoint.¹⁵⁸ Le gouvernement a tenté sans succès de faire en sorte que l'affaire soit classée sans suite mais les plaignants sont toujours en attente de jugement. Il faut noter que la Cour de justice de la CEDEAO avait auparavant prononcé un jugement contre une coupure d'internet au Togo en 2020,¹⁵⁹ en défense des droits fondamentaux des personnes touchées.

Soudan : Lorsque les autorités soudanaises ont coupé l'accès à internet en octobre 2021, l'Association de défense des consommateurs soudanais a porté plainte contre l'Autorité de régulation des télécommunications et des postes (TPRA).¹⁶⁰ Un juge a exigé le rétablissement de l'accès au réseau le 11 novembre 2021,¹⁶¹ mais la TPRA s'est opposée au rétablissement au nom de la « sécurité nationale » et d'un « état d'urgence »,¹⁶² des arguments que le tribunal a écartés. Les entreprises de télécommunication n'ayant toujours pas rétabli l'accès, le juge a pris la décision inédite de délivrer un mandat d'arrêt contre leurs P.D.G.¹⁶³ C'est alors que l'accès fut finalement rétabli.¹⁶⁴ Il est remarquable et très admirable que la société civile soudanaise ait réagi à la

¹⁵⁴ Freedom Online Coalition (2021). *Task Force on Internet Shutdowns (TFIS)*. Consulté le 25 mars 2022 à partir de https://freedomonlinecoalition.com/task_forces_and_wg/task-force-on-internet-shutdowns/.

¹⁵⁵ Freedom Online Coalition (2021). *Openness, Accessibility and Inclusion - Human Rights ...* Consulté le 25 mars 2022 à partir de https://freedomonlinecoalition.com/wp-content/uploads/2021/12/Freedom_Online_Conference_2021_Chairs_Summary.pdf.

¹⁵⁶ The New York Times (2021). *Nigeria Bans Twitter After President's Tweet Is Deleted*. Consulté le 22 février 2022 à partir de <https://www.nytimes.com/2021/06/05/world/africa/nigeria-twitter-president.html>.

¹⁵⁷ Vanguard News (2021). *SERAP drags Buhari before ECOWAS Court over Twitter ban in Nigeria*. Consulté le 22 février 2022 à partir de <https://www.vanguardngr.com/2021/06/serap-drags-buhari-before-ecowas-court-over-twitter-ban-in-nigeria/>.

¹⁵⁸ Access Now (2021). *Access Now to ECOWAS Court: overturn Nigeria's Twitter ban*. Consulté le 22 février 2022 à partir de <https://www.accessnow.org/nigeria-twitter-ban-ecowas-court/>.

¹⁵⁹ Media Defence (2020). *Landmark Judgment: ECOWAS Court Finds Togo Violated FoE with Internet Shutdown*. Consulté le 22 février 2022 à partir de <https://www.mediadefence.org/news/landmark-judgment-ecowas-court-finds-togo-violated-foe-with-internet-shutdown/>.

¹⁶⁰ Reuters (2021). *Sudan court orders restoral of internet, but no sign of services returning*. Consulté le 25 mars 2022 à partir de <https://www.reuters.com/world/africa/court-orders-restoration-sudan-internet-access-2021-11-09/>.

¹⁶¹ SMEX (@SMEX). Post Twitter à 9 h 13 le 12 novembre 2021. Consulté le 25 mars 2022 à partir de <https://twitter.com/SMEX/status/1459086911931363329>.

¹⁶² SMEX (@SMEX). Post Twitter à 14 h 08 le 11 novembre 2021. Consulté le 25 mars 2022 à partir de <https://twitter.com/SMEX/status/1458798801079226371>.

¹⁶³ @Sudaneseblogs. Post Twitter publié à 9 h 48 le 18 novembre 2021. Consulté le 25 mars 2022 à partir de <https://twitter.com/Sudaneseblogs/status/1461270116809781248>.

¹⁶⁴ Khattab - خَطَّاب (@ga800). Post Twitter publié à 14 h 32 le 18 novembre 2021. Consulté le 25 mars 2022 à partir de <https://twitter.com/ga800/status/1461341451745304577>.

recrudescence de l'utilisation des coupures d'internet depuis 2019 en faisant valoir la responsabilité des législateurs, du gouvernement et des fournisseurs d'accès. En conséquence de quoi quatre jugements contre les coupures d'accès à internet ont été rendus au Soudan.¹⁶⁵

Zambie : Après la plainte de la Fondation Chapter One contre le blocage des plateformes de réseaux sociaux le jour de l'élection, la Cour Suprême de Zambie a prononcé un jugement historique, exigeant des autorités qu'elles rétablissent immédiatement le plein accès au réseau.¹⁶⁶ En vertu d'un règlement à l'amiable et d'un décret par consentement en date du 21 mars 2022, l'Autorité de l'information et des communications de Zambie (ZICTA) a accepté de ne pas agir en dehors de son autorité et/ou contrôle pour interrompre les flux ou l'accès à internet à l'avenir. ZICTA a également accepté de prévenir le public 36 heures au préalable de toute coupure d'accès au réseau.¹⁶⁷

Ces procédures judiciaires sont efficaces : les plaintes déposées en Zambie et au Soudan ont mis fin aux coupures dans ces pays lorsque les autorités persistent en dépit de l'indignation du public. Nous et nos partenaires, attendons avec impatience le jugement dans la plainte déposée au Nigéria.

4.3 Progrès dans la préparation de la société civile pour contourner et résister aux coupures d'internet

Access Now et les autres membres de la coalition #KeepItOn ont créé un certain nombre d'outils importants en 2021, tous conçus pour aider les personnes à anticiper, contourner et rendre compte des coupures d'internet qui minent nos démocraties et affaiblissent le respect des droits humains.

Election Watch 2021 : Access Now a lancé une initiative destinée à recenser les élections futures au cours desquelles des coupures pourraient avoir lieu, à fournir des informations en temps réel sur les perturbations et à encourager les actions pouvant contribuer à #KeepItOn.¹⁶⁸ Prévenir les coupures d'accès à internet lors d'élections est un impératif mondial, étant donné qu'elles empêchent les personnes de rester informées, de suivre leurs propres élections et garantir l'intégrité des processus démocratiques. Les gens devraient avoir le droit de documenter les irrégularités et d'en rendre compte au reste du monde.

Les coupures d'internet #KeepItOn et le guide des élections : En outre, nous avons publié un guide destiné aux observateurs électoraux, aux ambassades, aux activistes et aux journalistes.¹⁶⁹ Il explique pourquoi les coupures d'internet constituent un obstacle aux élections démocratiques et offre des recommandations pour y faire face, en particulier des informations sur les manières d'en reconnaître les signes annonciateurs, de s'y préparer et de contourner de telles perturbations ainsi que de suivre et de rendre compte de toute coupure qui aurait lieu.

« Eyes on Internet Shutdowns » Surveiller les coupures d'accès à internet : En rendre compte au profit des droits humains : Cette campagne mondiale menée par WITNESS aide les activistes, les défenseurs des droits humains, les témoins civils, les journalistes et les réalisateurs de documentaires à se préparer à rendre compte des violations des droits humains lors des coupures d'internet.¹⁷⁰

Anticiper, prévenir, résister : le processus de plaidoyer contre les coupures : Créé par Internews en collaboration avec la communauté #KeepItOn et les chercheurs à travers le monde, ce microsite web est un réservoir extraordinaire d'informations sur la manière

¹⁶⁵ CIPESA (2022). *Litigating Internet Disruptions in Africa: Lessons from Sudan*. Consulté le 25 mars 2022 à partir de <https://cipesa.org/2022/03/litigating-internet-disruptions-in-africa-lessons-from-sudan/>.

¹⁶⁶ AllAfrica.com (2021). *Zambia: High Court Orders Restoration of Internet Services*. Consulté le 25 mars 2022 à partir de <https://allafrica.com/stories/202108150063.html>.

¹⁶⁷ Business and Human Rights Resource Centre (2022). *Zambia: Telecom regulator agrees to inform public of reason for any interruption in access to internet within 36 hours of any such event in future*. Consulté le 25 mars 2022 à partir de <https://www.business-humanrights.org/en/latest-news/zambia-telecom-regulator-enters-into-a-consent-judgement-on-internet-shutdowns-agrees-to-inform-the-public-of-the-reason-for-any-interruption-in-access-to-internet-within-36-hours-of-any-such-event-in-future/>.

¹⁶⁸ Voir *supra* note 10.

¹⁶⁹ Voir *supra* note 92.

¹⁷⁰ WITNESS Media Lab (2021). *Eyes on Shutdowns: Documenting for Human Rights*. Consulté le 25 mars 2022 à partir de <https://lab.witness.org/projects/internet-shutdowns/>.

de mener des actions de plaidoyer contre les coupures d'internet.¹⁷¹

Ce sont quelques-unes des ressources développées en 2021 qui montrent à quel point la résistance de la société civile dans le monde est de plus en plus forte et sophistiquée.

4.4 Les progrès de la surveillance et de l'analyse collaboratives des coupures

Lutter contre les coupures d'internet nécessite des efforts collectifs de la part de divers acteurs dans le monde. Le suivi et les rapports de ces coupures reste un moyen crucial d'alerter le public et d'établir la responsabilité de leurs auteurs. Les gouvernements ayant recours à des tactiques de plus en plus sophistiquées pour imposer ces coupures, ce qui rend plus difficile de détecter certaines coupures, la croissance de la communauté #KeepItOn est, pour nous, une excellente nouvelle. Des entreprises et des organisations telles que Cloudflare,¹⁷² Censored Planet,¹⁷³ Mozilla¹⁷⁴ et RIPE Atlas¹⁷⁵ se sont engagées à nous fournir des renseignements et des données techniques sur les coupures au moment où elles se produisent. Le Jigsaw de Google suit de près les coupures et a publié une analyse complète qui souligne l'impact de ces perturbations sur le respect des droits fondamentaux dans le monde.¹⁷⁶

Ces initiatives viennent compléter le travail important réalisé par Open Observatory of Network Interference (OONI),¹⁷⁷ Internet Outage Detection Analysis (IODA),¹⁷⁸

Measurement Lab (M-Lab)¹⁷⁹ et Internet Society Pulse¹⁸⁰ entre autres. La diversité de cette communauté rend le suivi plus solide, empêchant les responsables d'effacer leurs traces.

V. Conclusion : [REDACTED] notre mouvement [REDACTED] doit encore s'étendre

À la lumière des données collectées au cours des cinq dernières années, l'année 2021 reflète la difficulté constante d'empêcher les autorités gouvernementales, les participants à des conflits armés et les juntes militaires d'exploiter les coupures d'accès à internet pour accroître leur contrôle. Alors que les sociétés partout dans le monde ont lutté pour protéger la sécurité et la santé de leurs citoyens lors de l'épidémie de la COVID-19, les conséquences de ce type de perturbations sont apparues dans toute leur atrocité - qu'elles qu'en soit le contexte ou les raisons. En pensant à l'avenir, nous puisons notre inspiration des progrès réalisés par la coalition mondiale #KeepItOn en dépit de l'accroissement des perturbations d'internet à l'échelle mondiale, de la baisse prometteuse des coupures d'internet lors d'élections, des plaintes déposées devant les tribunaux en Afrique, de l'augmentation des outils et des capacités d'anticiper, de contourner et de rendre compte des perturbations. Nous espérons pouvoir faire encore davantage de progrès dans les années à venir, en agissant pour prévenir les perturbations de réseau qui causent tant de dégâts. Nous vous appelons à rejoindre cette lutte.¹⁸¹

¹⁷¹ Internews (2021). *Prepare, Prevent, Resist - Information Saves Lives*. Consulté le 25 mars 2022 à partir de <https://internews.org/resource/optimashutdownworkflow/>.

¹⁷² Cloudflare Radar (2021). *Working with those who protect human rights around the world*. Consulté le 25 mars 2022 à partir de <https://blog.cloudflare.com/working-with-those-who-protect-human-rights-around-the-world/>.

¹⁷³ Censored Planet (2021). *An Internet-wide, Longitudinal Censorship Observatory*. Consulté le 22 mars 2022 à partir de <https://censoredplanet.org/>.

¹⁷⁴ Data@Mozilla (2022). *Documenting outages to seek transparency and accountability*. Consulté le 25 mars 2022 à partir de <https://blog.mozilla.org/data/2022/03/09/mozilla-opens-access-to-dataset-on-network-outages/>.

¹⁷⁵ RIPE Labs (2022). *The Kazakhstan Outage - As Seen from RIPE Atlas*. Consulté le 25 mars 2022 à partir de <https://labs.ripe.net/author/emileaben/the-kazakhstan-outage-as-seen-from-ripe-atlas/>.

¹⁷⁶ Jigsaw (2021). *The Current: The Internet Shutdowns Issue*. Consulté le 25 mars 2022 à partir de <https://jigsaw.google.com/the-current/shutdown/>.

¹⁷⁷ OONI Explorer (2021). *Open Data on Internet Censorship Worldwide*. Consulté le 25 mars 2022 à partir de <https://explorer.ooni.org/>.

¹⁷⁸ IODA (2021). *Internet Outage Detection and Analysis*. Consulté le 25 mars 2022 à partir de <https://ioda.caida.org/>.

¹⁷⁹ MLab (2021). *Measurement Lab*. Consulté le 25 mars 2022 à partir de <https://www.measurementlab.net/>.

¹⁸⁰ Internet Society Pulse (2021). *Internet shutdowns*. Consulté le 17 avril 2022 à partir de <https://pulse.internetsociety.org/shutdowns>.

¹⁸¹ Access Now (2021). *#KeepItOn: Fighting internet shutdowns around the world*. Consulté le 22 mars 2022 à partir de <https://www.accessnow.org/keepiton/>.

LES COUPURES D'INTERNET EN 2021

CONTACT

En cas de questions et pour plus d'informations,
merci de consulter :

<https://www.accessnow.org/keepiton/>

Ou de contacter :

Felicia Anthonio

Responsable de la campagne #KeepItOn,
Access Now

felicia@accessnow.org



LE RETOUR DE L'AUTORITARISME NUMÉRIQUE

Les coupures d'internet en 2021

#KeepItOn

